



WORKING
PAPER N° 2

LACUNES ET BESOINS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CONFLITS, DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE MÉCANISMES ET DE STRUCTURES D'ALERTE PRÉCOCE ET DE MÉDIATION

AU GHANA ET DANS SES ZONES FRONTALIÈRES

AOÛT 2024

DR. SABINA APPIAH-BOATENG (CHERCHEUR AU DÉPARTEMENT D'ÉTUDES SUR LA PAIX, ÉCOLE D'ÉTUDES SUR LE DÉVELOPPEMENT, UNIVERSITÉ DE CAPE COAST, GHANA)

DR. PATRICK OSEI-KUFUOR (CHERCHEUR PRINCIPAL AU DÉPARTEMENT D'ÉTUDES SUR LA PAIX, ÉCOLE D'ÉTUDES SUR LE DÉVELOPPEMENT, UNIVERSITÉ DE CAPE COAST, GHANA)



SOMMAIRE

Acronymes et abréviations p.4

1. INTRODUCTION

P.5

Contexte	5
Examen de la littérature pertinente sur les cadres politiques et programmatiques pour les mécanismes de prévention des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent au Ghana	7
Méthodologie	10

2. CADRES POLITIQUES PERTINENTS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CONFLITS, DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE MÉCANISMES ET DE STRUCTURES D'ALERTE PRÉCOCE ET DE MÉDIATION AU GHANA ET DANS LES ZONES FRONTALIÈRES

P.11

Cadres politiques et programmatiques mondiaux/régionaux/sous-régionaux	11
Cadres nationaux	12
Cadres organisationnels	15

3. ÉVALUATION DES INITIATIVES EN COURS ET PRÉVUES DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

P.17

La Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE)	17
Le Conseil national pour la paix/Les conseils régionaux pour la paix	17
L'initiative régionale des pays du Littoral (LRI)	21
Coginta	23
Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix au Ghana (WANEP-Ghana)	25

4. LACUNES IDENTIFIÉES DANS LES CADRES PROGRAMMATIQUES ET POLITIQUES

P.27

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

P.29

Recommandations

30

Donateurs/OSC

30

NPC/RPC

30

RÉFÉRENCES

31

“

Nous écrivons pour remercier M. Richard Ametefe, Dr Joyce De-Graft Acquah et la direction du Département des études sur la paix de leur soutien. À nos chers participants à l'étude, nous apprécions toutes les excellentes données et le temps partagé avec nous. Vos précieuses contributions ont rendu cette publication possible. ”

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ :

Ce document de travail a été produit pour examen par le réseau REcAP. Il a été préparé par une équipe de recherche indépendante dans le cadre du document de travail intitulé « Création d'un partenariat de collaboration entre plusieurs parties prenantes pour la prévention des conflits et de l'extrémisme violent au Sahel ». Les auteurs sont seuls responsables du contenu de ce rapport et les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du réseau REcAP.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

MARC	Modes alternatifs de résolution des conflits
APSA	Architecture africaine de paix et de sécurité
CAPI	Communautés en action pour la paix et le développement
CDD	Centre pour le développement démocratique
CRS	Services du secours catholique
OSC	Organisations de la société civile
OBC	Organisations communautaires
CVE	Lutte contre l'extrémisme violent
DCE	Chefs exécutifs de district
DISEC	Comités de sécurité des districts
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
FOSDA	Fondation pour la sécurité et le développement en Afrique
GAF	Forces armées du Ghana
GIS	Service d'immigration du Ghana
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
KA IPTC	Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan
LRI	Initiative régionale des pays du Littoral
MMDA	Assemblées métropolitaines, municipales et de district
NAFPCVET	Cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme
ONG	Organisation non gouvernementales
NPC	Conseil national pour la paix
NSC	Conseil national de sécurité
OTI	Bureau des initiatives de transition
PoVETSA	Projet de prévention de l'extrémisme violent par la responsabilité sociale
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
REcAP	Réseau Recherche et Action pour la Paix
CSR	Conseils régionaux de sécurité
SRPS	Programme de renforcement de la paix et de la stabilité régionales en Afrique de l'Ouest
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
É-U	États-Unis
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
EV	Extrémisme violent
GEV	Groupes extrémistes violents
OEV	Organisations extrémistes violentes
VoA	Voice of America
WACCE	Centre ouest-africain pour la lutte contre l'extrémisme
WANEP	Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix

LE GHANA RESTE L'UN DES PAYS LES PLUS PAISIBLES D'AFRIQUE DE L'OUEST. LE PAYS N'A JAMAIS CONNU DE CONFLIT À L'ÉCHELLE NATIONALE ET POSSÈDE UN BILAN DÉMOCRATIQUE ENVIABLE. MALGRÉ LES MENACES D'EXTRÉMISME VIOLENT ET DE TERRORISME PROVENANT DES PAYS VOISINS DU SAHEL ET D'AUTRES CONFLITS INTERNES, DIVERSES INSTITUTIONS, FORMELLES ET INFORMELLES, ONT CONTRIBUÉ À UNE PAIX DURABLE AU GHANA.

L'indice de conflit 2024 de l'Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) montre que la situation sécuritaire au Sahel continue de se détériorer, les organisations extrémistes violentes (OEV), dirigées par la branche sahélienne d'Al-Qaïda, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et l'État islamique Province du Sahel (IS Sahel), perpétuant la violence et l'insurrection¹. Selon l'ACLED, « en 2023, le nombre de personnes tuées par des actes de violence politique a doublé au Burkina Faso, se classant au premier rang après le Nigeria en Afrique de l'Ouest. Dans le centre du Sahel, les décès dus aux conflits et aux violences politiques ont augmenté de 38 %, et les décès de civils de plus de 18 %². Les données concernant le Ghana montrent une tendance plus pacifique, bien que marquée par le conflit interne à Bawku et d'autres événements tels que la détérioration des relations entre les agriculteurs et les éleveurs Peuls au sujet de la concurrence pour l'utilisation des terres. Diverses institutions étatiques et non étatiques, notamment le Conseil national pour la paix et ses conseils régionaux, les autorités locales, les systèmes politiques traditionnels et les structures communautaires, ont contribué à une paix relative dans le pays. Cependant, toutes ces institutions et tous ces mécanismes sont soumis à des pressions et à un examen minutieux, et leur résilience est mise à rude épreuve. Ce document de travail évalue les lacunes et les besoins en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix, de systèmes d'alerte précoce et de réponse à l'extrémisme violent, et de mécanismes et structures de médiation au Ghana et dans ses zones frontalières.

L'étude examine les cadres politiques et programmatiques pertinents dans les domaines des mécanismes de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce, des mécanismes et structures de médiation au Ghana, en particulier dans les zones frontalières. L'étude fournit également une analyse des parties prenantes. Cela comprend l'identification et l'analyse des besoins et des défis des principales parties prenantes, y compris les acteurs nationaux et les dirigeants communautaires (par exemple les chefs), ainsi que les initiatives en cours et prévues des donateurs internationaux, principalement dans les régions du nord du Ghana. Enfin, le document formule des recommandations pour s'engager dans des efforts futurs en matière de politiques et de programmes pertinents pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Ghana.

CONTEXTE

Le Ghana est souvent salué comme étant l'un des pays pacifiques de l'Afrique de l'Ouest, considéré comme un modèle de développement démocratique dans la région (Kendie, et al., 2022 ; Owusu-Nsiah, 2021). Le pays est classé quatrième en Afrique dans l'indice de paix mondial 2023 (Global Peace Index, 2023). Le Ghana a su gérer les différences ethniques, politiques et religieuses à l'échelle nationale. Le pays a connu huit élections réussies depuis la création de la Quatrième République en 1992 et organisera sa neuvième élection en décembre 2024. Lors de toutes ces élections, le pays a toujours conservé la paix. Les structures étatiques et non étatiques ont joué un rôle important dans le maintien de cette paix.

“ EN 2023, LE NOMBRE DE PERSONNES TUÉES PAR DES ACTES DE VIOLENCE POLITIQUE A DOUBLÉ AU BURKINA FASO, SE CLASSANT AU PREMIER RANG APRÈS LE NIGERIA EN AFRIQUE DE L'OUEST. DANS LE CENTRE DU SAHEL, LES DÉCÈS DUS AUX CONFLITS ET AUX VIOLENCES POLITIQUES ONT AUGMENTÉ DE 38 %, ET LES DÉCÈS DE CIVILS DE PLUS DE 18 %

¹ [Le Sahel : A Deadly New Era in the Decades-long Conflict \(Une nouvelle ère meurtrière dans un conflit qui dure depuis des décennies - 17 janvier 2024\)](#). ACLED. - ² Ibid

Les structures étatiques de paix et de prévention des conflits, ainsi que de gestion de la paix et de résolution des différends ethniques, politiques et religieux, ont contribué à maintenir la paix et la stabilité au Ghana (PNUD, 2022). L'une de ces structures est le Conseil national pour la paix (NPC), avec des structures aux niveaux régional (Conseils régionaux pour la paix) et de district (Conseils consultatifs de district pour la paix) (Home-National Peace Council, Ghana, 2024). Le NPC a été créé par une loi du Parlement, la loi de 2011 sur le Conseil national pour la paix (loi 818). Son rôle est de prévenir, gérer, jouer un rôle de médiateur et résoudre les conflits sur l'ensemble du territoire. Depuis sa création administrative en 2006, le NPC a contribué à maintenir la paix et à prévenir les conflits au Ghana grâce à son mandat de médiation, d'éducation à la paix, de prévention des conflits et d'alerte précoce et de réponse. Par exemple, le NPC a joué un rôle de médiateur et empêché l'intensification des conflits au niveau national comme le conflit ethnique Zongo à Hohoe, les conflits musulmans d'Al-Sunnah et de Tijaniyya, les conflits de ressources entre agriculteurs et éleveurs et les tensions entre partis politiques (Kendie et al., 2014 ; Osei-Kufuor et al., 2021).

En raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions du nord du pays, le Ghana a renforcé son appareil de défense et de sécurité et adopté une approche préventive pour lutter contre l'extrémisme violent (EV) et d'autres menaces à la sécurité. Dans le cadre des mesures visant à renforcer la sécurité dans les régions du nord, la structure de défense a subi une décentralisation importante pour permettre un réseau territorial et une surveillance plus étroites (Agyekum, 2021). D'autres mesures introduites au niveau national comprennent la formation d'unités de lutte contre le terrorisme et de forces spéciales, le déploiement de mesures de sécurité à la frontière nord du Ghana (par exemple l'opération Conquered Fist et l'exercice Eagle Claws en 2020 et 2021), le Cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, la Stratégie de sécurité nationale, le Centre national de coordination du mécanisme d'alerte précoce et de réponse et le programme WARN du Ghana institué par le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP). En outre, un cadre de renseignement conjoint pour la lutte contre le terrorisme a été établi en réunissant la police, le Bureau d'enquête criminelle et le Bureau national d'enquête. Parallèlement, une approche régionale intégrative a été mise en place par les États côtiers d'Afrique de l'Ouest en réponse à la situation d'insécurité dans les régions du nord de leurs pays respectifs. L'Initiative d'Accra a été entreprise dans le but de prévenir la propagation de l'extrémisme violent en provenance du Sahel et de lutter contre la criminalité transnationale organisée dans les zones frontalières (Promediation, 2021). Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations internationales et missions diplomatiques telles que l'Union européenne (UE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le réseau WANEP ont également élaboré des cadres politiques pour la prévention des conflits, la médiation et la lutte contre l'extrémisme violent³. Les acteurs non étatiques tels que les chefs, les chefs religieux et les organisations locales sont également impliqués dans les efforts de consolidation de la paix qui impliquent des mécanismes traditionnels de résolution des conflits en utilisant la chefferie, les systèmes familiaux et claniques traditionnels et les structures locales pour prévenir, gérer et résoudre les conflits dans de nombreuses communautés au Ghana (Osei-Kufuor & Bukari, 2022). Par exemple, l'Initiative régionale des pays du Littoral (LRI) et le Centre d'études sur la transformation des conflits et la paix (CECOTAPS) facilitent les médiations et les dialogues interethniques en utilisant les associations villageoises d'épargne et de crédit. Ces mesures et réformes ont toutes contribué à maintenir la paix et la sécurité dans le pays. Ces structures ont utilisé les connaissances, les coutumes et les pratiques locales pour prévenir et gérer les conflits entre les différents groupes des communautés locales. Il est important de noter que ces structures ont contribué à maintenir la paix et à assurer la cohésion entre les groupes au Ghana.

DANS LE CADRE DES MESURES VISANT À RENFORCER LA SÉCURITÉ DANS LES RÉGIONS DU NORD, LA STRUCTURE DE DÉFENSE A SUBI UNE DÉCENTRALISATION IMPORTANTE POUR PERMETTRE UN RÉSEAU TERRITORIAL ET UNE SURVEILLANCE PLUS ÉTROITES (AGYEKUM, 2021)

³ [UNDP and Partners review Ghana's national framework to enhance response to violent extremism \(March, 2024\).](#)

Malgré les structures nationales de prévention, de gestion et de résolution des conflits, notamment le NPC et les programmes nationaux de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que les structures traditionnelles et locales et les activités et efforts des OSC, des foyers de conflit persistent dans le nord du Ghana, parallèlement à la menace de l'extrémisme violent autour des zones frontalières du nord. Les conflits ethniques, religieux et liés aux ressources perdurent et restent violents. Le cas de Bawku, dans la région du Haut Ghana oriental, a montré qu'il existe des défis et des lacunes évidents en matière de prévention, de consolidation de la paix et de résolution des conflits dans le nord du Ghana. Avec le mécontentement croissant et le problème de l'explosion démographique des jeunes dans la région, la résilience des mécanismes et structures de prévention, de résolution, d'alerte précoce et de réponse aux conflits en matière d'extrémisme violent est particulièrement scrutée. L'un des problèmes qui a aggravé la situation sécuritaire dans le nord du Ghana est la multiplication des conflits liés aux ressources, qui sont devenus violents et ont conduit à un antagonisme extrême contre les Peuls de la part des communautés locales (Kendie et al., 2023 ; Bukari, 2022). Cette situation a été aggravée par le changement climatique, qui induit la migration des Peuls du Sahel vers le Ghana, induisant ainsi une concurrence pour les pâturages avec les agriculteurs (Bukari, Sow et Schaffran, 2019 ; Bukari et al., 2020). Associé aux attaques constantes et à l'isolement continu des Peuls, le risque que les jeunes Peuls vulnérables, qui n'ont pas le sentiment d'appartenir au Ghana, rejoignent des cellules terroristes au Sahel est très élevé (Kendie et al., 2023 ; 2023B). Cette problématique fait écho aux inquiétudes suscitées par l'évolution des menaces extrémistes violentes aux frontières nord de tous les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Promediation, 2021). Le dilemme sécuritaire aux frontières nord du Ghana, en particulier dans la région du Haut-Ghana oriental et la région du Haut-Ghana occidental, a soulevé des questions sur la sécurité du Ghana et la résilience des cadres politiques nationaux tels que le NAFPCVET et le cadre du NSC pour faire face à la montée de l'extrémisme violent en provenance du Burkina Faso et du Sahel et aux conflits croissants autour des terres et des ressources naturelles dans la région (nord du Ghana). Le conflit à Bawku représente également un défi sérieux aux efforts de prévention, de médiation et de résolution des conflits dans le nord du Ghana, car on craint que des groupes extrémistes violents (GEV) n'exploitent le conflit. Pour faire face à l'extrémisme violent et contrer la radicalisation, il est donc nécessaire d'évaluer les lacunes, les besoins et les défis des efforts de paix et des différentes structures mises en place par les acteurs étatiques et non étatiques pour la prévention, la résolution et la médiation des conflits dans le nord du Ghana et ses zones frontalières.

EXAMEN DE LA LITTÉRATURE PERTINENTE SUR LES CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES POUR LES MÉCANISMES DE PRÉVENTION DES CONFLITS, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU GHANA

La prévention des conflits et la consolidation de la paix constituent des éléments essentiels de la stratégie plus large du Ghana pour parvenir à une paix et un développement durables. Au niveau sociétal, les interventions de prévention des conflits et d'alerte précoce visent à prévenir ou à atténuer l'éclatement de conflits violents, en particulier dans les conflits ethniques et de chefferie, les conflits fonciers et pour les ressources, les luttes intra-religieuses, les conflits frontaliers et la violence politique, ainsi que d'autres conflits provoqués par l'aggravation des inégalités et des griefs à l'égard de l'État. Malgré l'incidence de ces conflits, plusieurs facteurs contribuent à la cohésion sociale et à la stabilité au Ghana. La présence des autorités traditionnelles à différents niveaux de gouvernance et le rôle actif des chefs religieux dans la promotion du dialogue interreligieux contribuent à promouvoir la paix et la stabilité du pays. Les activités des organisations de la société civile et les nombreuses initiatives communautaires promeuvent et favorisent une identité nationale fondée sur une notion de paix et une forte culture communautaire qui contribue à créer un fort sentiment d'appartenance qui unit le pays.

Au niveau national, il existe des infrastructures de paix qui ont été consciemment mises en place par l'État pour consolider la paix et prévenir les conflits. Il s'agit du NPC et de ses 16 conseils régionaux pour la paix (RPC), des conseils consultatifs de district, des conseils de sécurité régionaux et de district, des systèmes politiques traditionnels et des structures locales de consolidation de la paix aux niveaux de l'assemblée de district et de la communauté dans tout le pays. L'infrastructure de sécurité nationale reconnaît le NPC comme le pivot sur lequel repose la paix nationale, comme le stipule la loi de 2020 sur les agences de sécurité et de renseignement (loi 1030). La loi

LA PRÉSENCE DES AUTORITÉS TRADITIONNELLES À DIFFÉRENTS NIVEAUX DE GOUVERNANCE ET LE RÔLE ACTIF DES CHEFS RELIGIEUX DANS LA PROMOTION DU DIALOGUE INTERRELIGIEUX CONTRIBUENT À PROMOUVOIR LA PAIX ET LA STABILITÉ DU PAYS

de 2011 sur le Conseil national pour la paix (loi 818) a établi le Conseil pour la paix avec pour mandat la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix. Le NPC devrait se faire le champion de la consolidation de la paix dans toutes les facettes de la société ghanéenne, parmi les partis politiques, les groupes ethniques, les groupes religieux et les communautés. Selon Kotia et Aubyn (2013), Osei-Kufuor et al. (2021) Le NPC s'est engagé dans des activités de gestion des conflits, de résolution et de consolidation de la paix qui trouvent des solutions aux conflits de chefferie et fonciers, à la violence communautaire et à la violence liée aux élections au Ghana. Le NPC a eu recours au dialogue pour gérer différents conflits susceptibles de déboucher sur des violences et des activités extrémistes violentes, telles que la violence religieuse, la vigilance politique et la violence électorale. Cependant, le NPC ne dispose pas de capacités financières, humaines et techniques suffisantes pour mener à bien son mandat. De ce fait, le NPC n'a pas été en mesure de mettre en place des conseils pour la paix de district fonctionnels, comme le prévoit son mandat (Awinador-Kanyirige, 2014 ; Shale, 2017). Le NPC n'a pas collaboré ni coordonné correctement avec d'autres acteurs étatiques tels que le NCCE et les agences de sécurité dans la consolidation de la paix. Par exemple, le Groupe national d'alerte précoce et de réponse aux élections (NEEWARG) et les Groupes régionaux d'alerte précoce et de réponse aux élections (REEWARG) n'ont pas suffisamment collaboré avec les agences de sécurité de l'État, telles que la police, en raison des soupçons et des accusations selon lesquelles le NPC aurait pris en charge les fonctions de police (Shale, 2017). De plus, les actions spécifiques visant à prévenir l'extrémisme violent, telles que l'éducation à la paix et les campagnes de sensibilisation communautaire, n'ont pas été suffisamment liées aux conflits ethniques ou aux conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Les OSC, qui mènent un certain nombre d'activités de consolidation de la paix, notamment la prévention des conflits, l'alerte précoce et la médiation, sont également des acteurs clés. (Okumu, 2020 ; Osei-Kufuor, 2022). Elles renforcent l'établissement de partenariats, la recherche, la prévention, la gestion et la résolution des conflits, la sensibilisation, le renforcement des capacités et le plaidoyer pour les questions de paix (Osei-Kufuor & Bukari). 2022). Au Ghana, Osei-Kufuor et Bukari (2022) et Bukari et Guuroh (2013) ont constaté que les OSC jouent un rôle dans le désamorçage des tensions et le rétablissement des relations dans les communautés du nord du Ghana touchées par des conflits violents. Au niveau local ou communautaire, diverses communautés mettent en place leurs propres mécanismes de consolidation de la paix. Les conseils traditionnels des communautés sont dirigés par des chefs et leurs tâches sont de prévenir l'escalade des conflits violents, de gérer ou de résoudre les conflits qui surgissent au sein de leur peuple et/ou entre leur peuple et d'autres groupes et de construire la paix par des approches transformatrices.

La médiation est un outil essentiel pour résoudre les conflits, notamment dans le contexte des conflits interethniques, des conflits de chefferie et des conflits fonciers (Anamzoya, 2016). La médiation est une méthode de résolution des conflits largement acceptée au Ghana, avec une longue histoire d'utilisation dans les contextes traditionnels et coutumiers. La médiation au Ghana peut être grossièrement classée en deux types : formelle et informelle (Slade Shantz, Kistruck, Pacheco et Webb, 2020). La médiation formelle est généralement menée par des médiateurs formés qui suivent un processus structuré et adhèrent aux règles et procédures établies (Nolan-Haley, 2015). La médiation informelle, en revanche, est souvent menée par des dirigeants communautaires, des chefs religieux ou d'autres personnes respectées, qui utilisent leur influence pour réunir les parties et faciliter le dialogue. La médiation informelle est courante dans les contextes traditionnels et coutumiers comme les conflits de chefferie ou les conflits fonciers au Ghana. Les autorités traditionnelles telles que les chefs et les anciens, ainsi que les chefs religieux comme les imams et les pasteurs, servent souvent de médiateurs informels en raison de leur statut communautaire et de leur familiarité avec les parties impliquées.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à la montée potentielle de l'extrémisme violent au Ghana en provenance des pays voisins. En réponse aux diverses menaces à la sécurité, le gouvernement du Ghana a créé le Cadre national Prévention et lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme ainsi que la loi antiterroriste de 2008 (loi 762). Ces initiatives gouvernementales s'inscrivent dans une approche multidimensionnelle visant à répondre aux défis sécuritaires complexes auxquels le pays est confronté. En outre, le gouvernement a lancé des programmes spécifiques destinés à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent au sein de la population (Aubyn, 2021).

**LA MÉDIATION EST
UN OUTIL ESSENTIEL
POUR RÉSOUDRE
LES CONFLITS, NOTAMMENT DANS
LE CONTEXTE
DES CONFLITS INTERETHNIQUES,
DES CONFLITS DE
CHEFFERIE ET DES
CONFLITS FONCIERS
(ANAMZOYA, 2016)**

LES ONG LOCALES JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU GHANA. UN GROUPE NOTABLE EST LE RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX (WANEP), QUI PROMeut LA PAIX ET PRÉVIENt L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS TOUTE LA RÉGION (EZE ET FRIMPONG, 2020)

Au-delà des cadres et des stratégies, d'autres institutions nationales et organisations de la société civile soutiennent la mise en œuvre des stratégies et des politiques adoptées pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents susceptibles de promouvoir l'extrémisme violent. Parmi ces institutions, on peut citer le Centre d'intégration de la lutte contre le terrorisme du ministère de la Sécurité nationale, qui favorise la collaboration inter-agences en coordonnant les opérations et les communications entre les agences de sécurité du pays, principalement les douanes, l'immigration et la police, afin de maximiser leur capacité à lutter contre le terrorisme et d'autres activités criminelles (Strouboulis, Yayboke et Edwards, 2023). L'Agence pour l'emploi des jeunes offre des opportunités d'emploi aux jeunes, en particulier à ceux qui vivent dans des régions exposées à l'extrémisme violent. En outre, la création de l'Autorité nationale de la jeunesse donne aux jeunes Ghanéens les moyens de se doter de ressources et d'un soutien pour les aider à prévenir le recrutement dans des groupes extrémistes (Politique nationale de la jeunesse, 2022). Les ONG locales jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'extrémisme violent au Ghana. Un groupe notable est le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP), qui promeut la paix et prévient l'extrémisme violent dans toute la région (Eze et Frimpong, 2020). Le réseau WANEP met en place des systèmes d'alerte précoce communautaires pour détecter les conflits potentiels avant qu'ils ne dégénèrent en violence. En outre, il mène des programmes de formation à l'intention des dirigeants locaux et des jeunes afin de favoriser la paix et de décourager l'extrémisme violent. Une autre organisation importante de la société civile est le Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana), qui se concentre sur la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance dans le pays (CDD, 2019). CDD-Ghana étudie les causes profondes de l'extrémisme violent au Ghana et plaide en faveur de changements de politique pour résoudre ces problèmes. En outre, CDD-Ghana organise des programmes de formation pour les journalistes et les organisations de la société civile afin d'encourager la paix et de dissuader l'extrémisme violent (CDD, 2022).

L'UE a également financé divers programmes de lutte contre l'extrémisme violent par l'intermédiaire de la Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE). Les acteurs mondiaux contribuent de manière significative aux efforts du Ghana contre l'extrémisme violent. Les États-Unis, par exemple, soutiennent les forces de sécurité du Ghana, par le biais de formations et d'assistance technique, pour améliorer leur capacité à prévenir et à répondre à l'extrémisme violent (Prah et Chanimbe, 2021). L'UE soutient le NCCE et les forces armées ghanéennes. Par exemple, en 2023, l'UE a remis 105 véhicules blindés aux forces armées ghanéennes dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix. En outre, le gouvernement espagnol soutient le ministère de la Sécurité nationale à travers le programme de prévention de la violence électorale et de sécurisation des régions frontalières du nord du Ghana (NORPREVSEC), qui vise à connecter et numériser toutes les agences de sécurité du Ghana à l'échelle nationale afin d'améliorer l'échange d'informations policières. Ces efforts de collaboration démontrent l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre les menaces mondiales telles que l'extrémisme violent. L'étude met en évidence les approches globales employées par le gouvernement du Ghana, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour faire face aux défis posés par l'extrémisme violent.

Les lacunes identifiées dans l'analyse de la littérature comprennent un manque de recherche et de littérature sur les cadres, les réponses, les interventions et les mécanismes locaux pour faire face à l'extrémisme violent. La plupart des interventions et des cadres d'action en matière d'extrémisme violent sont souvent nationaux et standardisés, sans lien adéquat avec le contexte local. Les cadres, réponses, interventions et mécanismes locaux en matière d'extrémisme violent sont manifestement absents de la littérature ou sont inadéquats. Un autre domaine absent de la littérature est la manière d'harmoniser et de coordonner les interventions et les efforts de paix locaux pour assurer une synergie dans les efforts de consolidation de la paix. Par exemple, la littérature présente diverses interventions en matière de cohésion et de stabilité communautaires qui témoignent de divergences dans leurs objectifs de consolidation de la paix. Là encore, les questions relatives aux mécanismes d'alerte précoce et de réponse sont également essentielles à la consolidation de la paix. La littérature ne fournit pas de preuves du succès des mécanismes d'alerte précoce et il n'existe pas beaucoup d'exemples de mécanismes locaux d'alerte précoce et de réponse. La question clé est de savoir quelles connaissances, quels mécanismes et quelles approches locales soutiennent les mécanismes d'alerte précoce et de réponse. La littérature reste muette sur ce sujet. À cela s'ajoute le décalage entre la collecte d'informations et les mécanismes de réponse.

MÉTHODOLOGIE

L'étude a utilisé une méthodologie de recherche qualitative. L'étude a examiné les données secondaires liées à l'étude pour identifier les activités et les lacunes dans les cadres politiques et programmatiques dans les domaines de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix, des mécanismes et structures d'alerte précoce et de médiation au Ghana, en particulier dans les zones frontalières. La collecte et l'analyse des données secondaires comprenaient des revues pertinentes, des documents et cadres de politique, des livres, des articles universitaires liés à l'étude et d'autres documents pertinents sur des projets et programmes achevés ou en cours, ainsi que des évaluations dans les domaines du document de travail. Les domaines de la littérature examinés comprenaient :

- Les cadres politiques et programmatiques pertinents dans les domaines de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix, des mécanismes d'alerte précoce et de médiation.
- Les mécanismes et structures de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce et de médiation au Ghana.
- Les politiques et cadres nationaux de réponse à l'extrémisme violent au Ghana.
- Les initiatives des donateurs internationaux et des ONG répondant à l'extrémisme violent au Ghana.

L'examen documentaire a inclus l'identification et la sélection des autorités nationales et des partenaires travaillant dans les mécanismes et structures de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce et de médiation. Les acteurs identifiés comprenaient le Conseil national pour la paix, les cinq conseils régionaux pour la paix (RPC) du nord du Ghana, des organisations de la société civile telles que Coginta et WANEP-Ghana et des organisations internationales telles que l'Union européenne (UE), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et le Bureau USAID des initiatives de transition par le biais de l'Initiative régionale des pays du littoral (LRI).

Les chercheurs ont pris des rendez-vous en ligne avec des responsables de ces acteurs pour la collecte de données. Lors de la collecte de données, les chercheurs ont clairement communiqué l'objectif de l'exercice de collecte de données, en précisant qui y aura accès ainsi que son utilisation. L'équipe a également communiqué aux participants leur liberté d'abandonner à tout moment et a fourni des indications claires sur la manière de se retirer de la participation.

Les données collectées ont été transcrites et méticuleusement codées pour capturer divers domaines thématiques. Ces thèmes comprenaient l'élaboration et la mise en œuvre de cadres politiques et programmatiques, qui fournissent la base structurelle et stratégique pour répondre aux questions de sécurité et de développement. En outre, les données comprenaient des mécanismes spécifiquement conçus pour prévenir l'extrémisme violent, mettant en évidence des stratégies proactives et réactives pour atténuer les menaces extrémistes.

En outre, le processus de codage a permis d'identifier des stratégies de prévention des conflits, détaillant les approches et les pratiques permettant de prévoir, de prévenir et de résoudre les conflits avant qu'ils ne dégénèrent. Des initiatives de consolidation de la paix ont également été identifiées, notamment des efforts visant à créer une paix durable grâce à l'engagement communautaire, aux processus de réconciliation et aux programmes de développement.

Les thèmes abordés comprenaient également les systèmes d'alerte précoce et les mécanismes de médiation, l'accent étant mis sur l'importance de la collecte et de l'analyse d'informations en temps opportun pour prévoir les conflits potentiels et sur le rôle de la médiation dans la résolution pacifique des différends.

Ces thèmes offrent collectivement une compréhension globale des approches multidimensionnelles employées pour maintenir la sécurité et promouvoir la stabilité.

LES DONNÉES COLLECTÉES ONT ÉTÉ TRANSCRITES ET MÉTICULEUSEMENT CODÉES POUR CAPTURER DIVERS DOMAINES THÉMATIQUES. CES THÈMES COMPRENAIENT L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES, QUI FOURNISSENT LA BASE STRUCTURELLE ET STRATÉGIQUE POUR RÉPONDRE AUX QUESTIONS DE SÉCURITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT

CADRES POLITIQUES PERTINENTS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CONFLITS, DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE MÉCANISMES ET DE STRUCTURES D'ALERTE PRÉCOCE ET DE MÉDIATION AU GHANA ET DANS LES ZONES FRONTALIÈRES

CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES MONDIAUX/RÉGIONAUX/SOUS-RÉGIONAUX

AVANT D'ABORDER LES CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES PERTINENTS POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS AU GHANA, IL CONVIENT D'EXAMINER LES CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES AUX NIVEAUX MONDIAL, RÉGIONAL ET SOUS-RÉGIONAL. CEUX-CI ONT, DANS CERTAINS CAS, CONSTITUÉ LA BASE DES CADRES NATIONAUX.



Au niveau mondial, l'Organisation des Nations Unies (ONU) dispose de nombreux cadres pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix. L'ONU a été créée dans le but de favoriser la paix entre les pays membres et la communauté internationale. Les cadres examinés comprennent :

- La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui porte principalement sur la manière d'inclure les femmes dans les activités de consolidation de la paix, tant de manière formelle qu'informelle.
- La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et le Programme mondial de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, qui visent à renforcer la capacité des principaux bénéficiaires à devenir plus résilients face à l'extrémisme violent et à réduire la menace du terrorisme.
- La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies (CCP), qui fait partie de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies, a été créée dans le but de jeter un pont entre toutes les parties prenantes concernées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ONU, qui participent à la consolidation de la paix. Elle est soutenue par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), qui a été créé pour assister et soutenir la CCP et pour coordonner les efforts de consolidation de la paix au sein de l'ONU.

- Le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies (PBF), qui est un fonds fiduciaire pluriannuel pour les opérations de consolidation de la paix après les conflits. Le PBF a été créé pour financer des activités de réponse immédiate avant l'arrivée des donateurs et pour financer des activités de consolidation de la paix lorsque l'attention des donateurs fait défaut.
- Les résolutions 2250 (2015) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui prennent en compte l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix dans le monde.

Au niveau régional, les cadres suivants ont été identifiés comme guidant la programmation de la paix et de la prévention des conflits :

- Le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) pour promouvoir la paix, la sécurité et le développement sur le continent. Le volet d'alerte précoce et de réponse traite des situations violentes et aide le conseil de paix et de sécurité de l'APSA à adopter des stratégies pour prévenir les conflits violents.

Au niveau sous-régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose de cadres politiques et juridiques visant à maintenir la paix et à prévenir les conflits dans la sous-région. Il s'agit des éléments suivants :

- L'architecture de paix et de sécurité de la CEDEAO.
- Le protocole de la CEDEAO relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.
- Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui aide à la gestion et à la résolution des conflits et renforce les efforts de consolidation de la paix dans la sous-région.
- L'Initiative de paix au Sahel, que le Catholic Relief Services (CRS) met en œuvre depuis 2019 pour promouvoir la paix et la cohésion sociale au Ghana et au Sahel.
- La stratégie antiterroriste de la CEDEAO.

MALGRÉ L'INSTITUTIONNALISATION DE CE SYSTÈME DE SÉCURITÉ ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ÉLABORÉ ET BIEN STRUCTURÉ, LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ DU GHANA EST CONFRONTÉ À PLUSIEURS DÉFIS ET FAIBLESSES

CADRES NATIONAUX

Le Ghana a mis en place de nombreux cadres politiques et programmes pour soutenir les efforts de prévention des conflits et de paix. Il s'agit notamment de :

- La loi de 2020 sur les agences de sécurité et de renseignement (loi 1030). La loi sert de cadre réglementant le Conseil national de sécurité (NSC), les conseils de sécurité régionaux et les comités de sécurité de district.
- La stratégie de sécurité nationale de 2020.
- La loi antiterroriste de 2008 (loi 762)/La loi antiterroriste (amendement) de 2012 (loi 842).
- Le cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (NAFPCVET) de 2019.
- Le Plan d'action national sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (GHANAP I – 2010 et GHANA II – 2020-2025), qui vise à garantir que les femmes, en particulier les jeunes femmes, jouent un rôle dans le paysage de paix et de sécurité du pays.
- La loi de 2011 sur le Conseil national pour la paix (loi 818).
- La loi de 2020 sur la lutte contre le blanchiment d'argent (loi 1044).
- La loi de 2010 sur le Bureau de lutte contre le crime économique et organisé (loi 804).

Malgré l'institutionnalisation de ce système de sécurité et de consolidation de la paix élaboré et bien structuré, le secteur de la sécurité du Ghana est confronté à plusieurs défis et faiblesses. Il s'agit notamment de l'absence d'indépendance opérationnelle des agences de sécurité institutionnelles face aux intrusions d'entités politiques, ce qui intensifie la domination des intérêts des partis sur les institutions du secteur de la sécurité, aboutissant à leur réticence à prendre des mesures contre des personnes politiquement exposées et des institutions. D'autres faiblesses incluent une logistique et des ressources humaines inadéquates pour l'exécution des fonctions statutaires, ainsi que des processus de recrutement politisés qui créent des problèmes disciplinaires dans la chaîne de commandement (Matveeva, Anning & Osei-Kufuor, 2020 ; Wolseley & Chanimbe, 2021).

Le Ghana dispose de plusieurs cadres politiques pour prévenir l'extrémisme violent. Dans le tableau 1 ci-dessous, ces cadres sont identifiés, ainsi que les lacunes qui leur sont inhérentes.

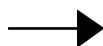


TABLEAU 1 : CADRES DE PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU GHANA

N°	Cadre	Objet	Année	Niveau	Succès et lacunes	Description du cadre et des principales activités
1.	Cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Ghana (NAFPC-VET)	Contrer et prévenir l'extrémisme violent (anticiper, prévenir, protéger et réagir).	2019	National mais ciblant les zones frontalières	<p>Succès</p> <ul style="list-style-type: none"> • A fourni une stratégie nationale globale pour lutter contre l'extrémisme violent. • A conduit à une éducation et une sensibilisation intenses parmi les acteurs sur l'extrémisme violent. • Offre une approche globale. • Permet la coopération et la collaboration entre les acteurs nationaux tels que les agences de sécurité pour faire face à l'extrémisme violent. <p>Lacunes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Initié par les donateurs. • Manque d'appropriation locale. • Déconnexion avec les autres facteurs de conflits violents. • Manque d'efficacité dans sa mise en œuvre. 	Le cadre aide à décrire une variété d'activités que le Ghana entreprendra pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme. Ces activités comprennent l'éducation du public sur les dangers de l'extrémisme violent, l'amélioration de la sécurité aux frontières et la promotion de la tolérance religieuse. Le cadre souligne également l'importance de la coopération internationale.
2.	Loi antiterroriste (loi 762)	Identifie les actes terroristes, ainsi que les actes non considérés comme des actes terroristes, et identifie le financement, le recrutement et le soutien des activités terroristes.	Promulguée en 2008 et modifiée en 2014	Loi nationale	Des problèmes existent dans l'application de la loi. Les personnes arrêtées en vertu de cette loi ne peuvent être poursuivies, faute de preuves.	La loi est appliquée par les agences de sécurité nationale et réglementée par les tribunaux.

3. 4. →

N°	Cadre	Objet	Année	Niveau	Succès et lacunes	Description du cadre et des principales activités
3.	Stratégie de sécurité nationale	Stratégie globale visant à consolider les initiatives politiques fragmentées du Ghana en matière de sécurité nationale en un cadre politique de sécurité nationale intégré et complet.	Adopté en 2020	National	<p>Succès</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Préservation de la souveraineté nationale du Ghana. 2. Développement pérenne. 3. Cohésion nationale pour la paix, la sécurité et la stabilité. 4. Renforcer la coopération régionale, continentale et mondiale. <p>Lacunes</p> <p>Il existe un manque de coordination entre certains acteurs sur sa mise en œuvre.</p>	La formulation et la mise en œuvre de la Stratégie de sécurité nationale reposent sur le principe central d'une implication de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société, fondée sur les principes d'unité d'objectif et de coordination des efforts pour renforcer la cohésion sociale, la tolérance, la sécurité nationale et la stabilité nationale.
4.	Campagne nationale de sensibilisation	<p>Campagne de sensibilisation du public, via SMS, jingles, publiereportages et messages sur les réseaux sociaux, destinée à lutter contre l'extrémisme violent.</p> <p>Tourne autour du slogan « See Something, Say Something » (Si vous voyez quelque chose, dites-le).</p>	2018	National	<p>Succès</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du partage d'informations entre le public et les agences de sécurité. • Une vigilance accrue du public peut dissuader la criminalité et les activités terroristes. • Permet aux citoyens de jouer un rôle actif dans la protection de leurs communautés. <p>Lacunes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non pérenne. • La campagne ne peut pas être à long terme en raison des contraintes financières et de l'inertie. • En raison des taux d'analphabétisme la population ciblée est limitée. • La sensibilisation se poursuit à différents niveaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cible le grand public dans l'ensemble du Ghana. • Responsabilité collective. • Sensibilisation et éducation. • S'attache aux comportements, pas à l'aspect physique. • Anonymat et sécurité. • Respect des libertés civiles.

Outre ces cadres, d'autres mesures comprennent les déploiements sécuritaires de l'opération Conquered Fist et de l'exercice Eagle Claws ainsi que l'Opération Koudanlgou et l'Initiative d'Accra, qui sont toutes deux des mesures entreprises avec d'autres pays de la sous-région.

CADRES ORGANISATIONNELS

Cette section fournit une analyse détaillée des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers internationaux dans le nord du Ghana. L'accent est mis sur les quatre domaines thématiques que sont la prévention des conflits, la consolidation de la paix, les mécanismes et structures d'alerte précoce et de médiation. Dans le cadre des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix, les priorités des organismes de financement sont similaires, l'accent étant mis sur le soutien aux efforts visant à s'attaquer aux multiples facteurs de conflit et de fragilité et sur le renforcement des sources de résilience au niveau communautaire, notamment en favorisant la cohésion sociale. Les mécanismes et les approches d'alerte précoce et de réponse à l'extrémisme violent constituent des activités majeures. Les communautés frontalières, en raison de leur plus grande vulnérabilité à l'extrémisme violent, sont les principales bénéficiaires des projets visant à le réduire.

LE PROJET VISE À PRÉVENIR ET À TRAITER LES FACTEURS LOCALISÉS IMMÉDIATS DE RADICALISATION CONDUISANT À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES COMMUNAUTÉS CIBLÉES DU NORD DU GHANA

L'ambassade des Pays-Bas inance le projet de prévention de l'extrémisme violent par la responsabilité sociale au Ghana (PoVETSA) pour améliorer et soutenir les institutions nationales de consolidation de la paix, la confiance du public et la confiance des civils dans les services de sécurité. Le projet est mis en œuvre par le Catholic Relief Services (CRS), les Conseils régionaux pour la paix et le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC). La deuxième phase du projet (PoVETSA II) est axée sur le dialogue entre civils et militaires, le dialogue avec les Peuls et les droits de l'homme.

Le PNUD-Ghana met en œuvre le programme de prévention et de réponse à l'extrémisme violent par le biais du Programme « Corridor Atlantique », avec le soutien du Danemark et de l'Australie. Le projet vise à prévenir et à traiter les facteurs localisés immédiats de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent dans les communautés ciblées du nord du Ghana. En outre, le programme soutient le renforcement des « infrastructures pour la paix », qui comprennent des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide au niveau local, ainsi que la résilience socio-économique des jeunes et des femmes à risque et d'autres populations vulnérables. Le programme fournit également des messages alternatifs et contre-discours aux discours de haine qui encouragent la violence et l'extrémisme violent. Il diffuse également des interventions spécifiques qui ciblent directement les groupes et les facteurs à risque au niveau local et soutient la coordination et la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre/prévention de l'extrémisme violent, le renforcement des capacités institutionnelles et le partage et l'analyse d'informations sous-régionales complémentaires.

Les programmes financés par le Haut-Commissariat australien visent à renforcer les capacités des communautés à prévenir et à répondre à l'extrémisme violent par la mise en œuvre d'activités au niveau local avec des partenaires locaux tels que les ONG et les RPC. Le programme « Mining for Peace » dans la région de Savannah, par exemple, vise à favoriser la résilience à l'extrémisme dans les communautés minières vulnérables. Le projet est mis en œuvre par le Centre ouest-africain de lutte contre l'extrémisme (WACCE) et la Fondation pour la sécurité et le développement en Afrique (FOSDA).

Le projet de cohésion sociale des régions du nord du golfe de Guinée de la Banque mondiale vise à répondre aux multiples crises et conflits, notamment le changement climatique et la COVID-19, ainsi qu'aux défis de longue date que constituent la pauvreté, l'exclusion et la faible gouvernance, qui peuvent tous engendrer la marginalisation et les inégalités. Le projet est mis en œuvre dans les cinq régions du nord du Ghana.

En ce qui concerne les objectifs fondamentaux de paix et de prévention des conflits, les interventions du programme de l'**USAID** visent à « accroître la stabilité et à renforcer la résilience dans toute la région côtière de l'Afrique de l'Ouest, afin d'atténuer la menace externe de la violence se propageant depuis le Sahel et la fragilité due aux risques internes d'extrémisme violent et de recul démocratique ». Cet objectif devrait être atteint à travers trois domaines principaux : (i) le renforcement de la cohésion sociale au sein et entre les communautés à risque ; (ii) l'amélioration de la réactivité et de la responsabilité des forces de sécurité envers les communautés à risque ; et (iii) l'amélioration de la réactivité, de l'inclusion et de la responsabilité du gouvernement envers les communautés à risque, en mettant l'accent sur les activités secondaires de consolidation de la paix. Les deux premiers sont considérés comme des activités essentielles de paix et de prévention des conflits, le troisième étant axé sur les processus politiques inclusifs. Les programmes de l'USAID ont une portée à la fois régionale et nationale en raison des effets de l'érosion de la cohésion sociale, de l'extrémisme violent, de la mauvaise prestation de services, du développement économique inégal et de la désaffection croissante des jeunes dans le nord de la région côtière de l'Afrique de l'Ouest.

Dans le contexte du nord du Ghana, cinq domaines clés du programme de l'USAID ont été identifiés. Il s'agit des éléments suivants :

- **Fonds de résilience de l'ambassadeur** : l'objectif du programme est de soutenir des projets qui renforcent les efforts de résilience des communautés locales et luttent contre la vulnérabilité à la fragilité. L'objectif est de soutenir une variété d'interventions/projets qui augmentent la résilience des communautés face à l'instabilité politique et à l'insécurité.
- **Programmation radio en langue peule de Voice of America (VoA)** : le projet vise à lutter contre l'extrémisme en utilisant des programmes radio pour atteindre les Peuls. Le contenu des messages radio comprend des informations directes, des reportages économiques pertinents et des segments culturels axés sur la géographie et l'actualité. La programmation offrira un contre-discours peul cohérent aux messages de recrutement des groupes extrémistes. Le projet est financé par l'Agence américaine pour les médias mondiaux (USAGM). En développant des partenariats avec les stations de radio locales qui diffusent les programmes, USAGM distribue du contenu, forme ses partenaires affiliés locaux au journalisme et aux sujets liés aux médias et coproduit parfois des programmes avec eux.
- **Renforcement de la paix et de la stabilité régionales en Afrique de l'Ouest (SRPS)** : ce projet aborde les problèmes de transhumance et les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans toute la région côtière de l'Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur les interventions transfrontalières et la promotion des modes alternatifs de résolution des conflits (MARC). Le projet rassemble les gouvernements régionaux (y compris ceux des pays voisins du Sahel) pour faciliter les cadres politiques régionaux de transhumance, engage les gouvernements nationaux à aider à mettre en place et à mettre en œuvre des actions visant à réduire/résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs, soutient les organisations régionales et nationales de la société civile (en particulier les Peuls) pour défendre leurs besoins et réduire la stigmatisation et prend d'autres mesures déterminées par des analyses et des consultations.
- **Renforcement des capacités de consolidation de la paix et de résolution des conflits (communautés, journalistes, jeunes, forces de sécurité)** : ce projet applique une variété d'approches pour renforcer les capacités de consolidation de la paix et de résolution des conflits parmi les jeunes dirigeants communautaires, les journalistes, les forces de sécurité et les jeunes professionnels au Ghana et dans les pays de la région côtière de l'Afrique de l'Ouest.
- **Communauté en action pour la paix et l'inclusion (Community in Action for Peace and Inclusion - CAPI)** : le projet CAPI renforce la cohésion sociale dans le nord du Ghana en aidant divers acteurs communautaires à former des CAPI, qui travailleront au-delà des identités (ethniques, religieuses, politiques et commerciales) pour mettre en œuvre des processus d'alerte précoce et de réponse précoce au niveau communautaire et mettre en œuvre des projets de connecteur communautaire pour relever les défis sécuritaires et économiques communs identifiés localement. Dans le cadre de ce projet, des acteurs communautaires d'horizons divers, en particulier des jeunes, se réuniront pour relever les défis en matière de sécurité et de développement économique et pour générer des projets de subsistance pour un bénéfice économique partagé.

L'OBJECTIF DU PROGRAMME EST DE SOUTENIR DES PROJETS QUI RENFORCENT LES EFFORTS DE RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LUTTENT CONTRE LA VULNÉRABILITÉ À LA FRAGILITÉ

ÉVALUATION DES INITIATIVES EN COURS ET PRÉVUES DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

DANS CETTE SECTION, LES DOMAINES DE PROGRAMMES EN COURS ET PRÉVUS DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE SONT ANALYSÉS. LES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE SONT À LA FOIS DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES.

Les principaux acteurs étatiques sont la Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE), le Conseil national pour la paix (NPC) et les Conseils régionaux pour la paix (RPC) affiliés. Les principaux acteurs non étatiques constituent les acteurs de la société civile à tous les niveaux dans la prévention, la résolution et la médiation des conflits dans le nord du Ghana et ses zones frontalières qui s'attaquent à l'extrémisme violent et à la lutte contre la radicalisation. Parmi les groupes clés du nord du Ghana figurent l'Initiative régionale des pays du Littoral (LRI) de l'USAID/OTI et des OSC comme Coginta. En général, tous les acteurs étatiques et non étatiques travaillent dans les domaines thématiques clés de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix, des mécanismes et structures d'alerte précoce et de médiation. L'accent est toutefois mis sur l'analyse de leurs domaines de programme afin de comprendre qui fait quoi et où se situent les lacunes dans les quatre domaines thématiques que sont la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'alerte précoce et les mécanismes et structures de médiation.



LA COMMISSION NATIONALE POUR L'ÉDUCATION CIVIQUE (NCCE)

La NCCE a mené des recherches sur l'extrémisme violent au Ghana. Les projets de recherche spécifiques entrepris sont : (i) l'étude de base sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans huit régions sélectionnées du Ghana ; (ii) l'analyse des risques et des menaces de l'extrémisme violent dans dix régions frontalières du Ghana. La NCCE met en œuvre le projet de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (PCVE) financé par le Service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne dans le prolongement du programme de prévention de la violence électorale et de sécurisation des régions frontalières du nord du Ghana (NORPREVSEC). Ce projet a débuté en novembre 2022 et se terminera à la mi-2024. Dans le cadre plus large de la sensibilisation à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, la NCCE mène des actions de sensibilisation et des dialogues inter-partis. Des dialogues nationaux de haut niveau ont été organisés par la NCCE à Accra et à Tamale sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (PCVE). Les bureaux régionaux et de district de la NCCE continuent d'organiser des programmes de sensibilisation et de prise de conscience sur l'extrémisme violent, promouvant la coexistence pacifique et la cohésion nationale. En outre, la NCCE a organisé une projection de cinéma ambulante pour sensibiliser les communautés frontalières du nord du Ghana à l'extrémisme violent, à la radicalisation et à la cohésion communautaire.

LE CONSEIL NATIONAL POUR LA PAIX/LES CONSEILS RÉGIONAUX POUR LA PAIX

The NPC has a national office and 16 regional offices throughout Ghana. The RPCs are composed of community members of the community from religious groups, traditional, young and women of the communities. Le NPC dispose d'un bureau national et de 16 bureaux régionaux à travers le Ghana. Les RPC sont composés de membres de la communauté issus de groupes religieux, traditionnels, de jeunes et de femmes des communautés. Depuis sa création, le NPC a formé des partenariats de collaboration pour le renforcement des capacités et le financement avec les organisations internationales suivantes : l'ambassade du Danemark, le Commonwealth, le Haut-commissariat du Canada, l'USAID, l'Union européenne et le Haut-commissariat britannique. Le NPC supervise les RPC et offre des conseils stratégiques dans leur programmation. Cette évaluation est axée sur les cinq bureaux régionaux du nord du NPC : les régions du Nord, du Nord-Est, du Haut Ghana oriental, du Haut Ghana occidental et la région de Savannah.

Les cinq conseils régionaux pour la paix ont entrepris des interventions en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce et de mécanismes et structures de médiation. Toutefois, les activités varient en raison des différents facteurs de conflit dans chaque région. L'analyse se concentre donc sur chaque NPC régional, après quoi les problèmes seront résumés et les lacunes mises en évidence.

DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION VISANT À RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ONT ÉTÉ MENÉES DANS LES DISTRICTS SUIVANTS : NANUMBA NORD ET SUD, NANTON, KUMBUNGU, MION ET SAVELUGU. LES DIX DISTRICTS RESTANTS SONT À LA TRAÎNE

Le Conseil régional pour la paix du Nord, avec le soutien de l'USAID et de Coginta, a formé trois comités de paix de district à Tolon, Nanumba Nord et Nanumba Sud. Dans le cadre du projet de la Fondation WANEP STAR Ghana, deux comités de paix de district ont été créés à Savelugu et Yendi. Le projet de gouvernance agricole, de résilience et d'autonomisation économique de CARE International (CARE-AGREE) mis en œuvre avec WANEP-Ghana a établi des comités de paix à Saboba et Chereponi. Actuellement, dix des seize districts sont dépourvus de comités de paix. Outre ceux mis en place par Coginta, tous les autres comités de paix de district mis en place par les différents partenaires (Fondation STAR Ghana et CARE-AGREE) sont destinés à des activités spécifiques et ne sont donc pas durables. Par exemple, le renouvellement du projet AGREE n'a pas soutenu les comités de paix, et le soutien de la Fondation STAR Ghana est lié aux élections. Le problème est que des comités de paix ont été créés dans le cadre du précédent projet AGREE dans deux districts (Savelugu et Yendi), mais il n'existe désormais aucun financement pour renforcer leur capacité de médiation. À terme, les comités de paix de ces districts seront affaiblis et cesseront peut-être de fonctionner.

Des campagnes de sensibilisation visant à renforcer la cohésion sociale ont été menées dans les districts suivants : Nanumba Nord et Sud, Nanton, Kumbungu, Mion et Savelugu. Les dix districts restants sont à la traîne. Cela a affecté la capacité du bureau du NPC de Tamale à « calmer les tensions » dans les dix districts restants. Le NPC dispose également de mesures préventives et s'engage dans des actions à travers le WANEP, financé par Coginta. Un autre programme est celui des rapports d'alerte précoce sur la prévention des conflits, mis en œuvre par le WANEP. Le NPC est partenaire dans la mise en œuvre de ce projet.

Il n'existe que deux comités de médiation dans l'archidiocèse catholique de Tamale : à Kpandai et à Salaga. De nombreuses communautés manquent cependant d'interventions de médiation. Par exemple, il n'existe pas de comités de médiation pour intervenir dans les conflits communautaires existants, en particulier les conflits liés aux ressources (conflits fonciers et conflits entre agriculteurs et éleveurs) dans de nombreuses communautés.

Les principales lacunes dans la programmation du NPC comprennent l'absence de comités de paix de district dans les autres districts. Il semble y avoir de nombreux districts sans comités de paix. En outre, le NPC ne renforce pas les capacités des chefs traditionnels et religieux pour réorienter les efforts vers Nanumba Nord et Sud, Kumbungu, Mion et Savelugu. Il existe un manque de médiation dans les conflits de chefferie, fonciers et religieux existants, qui interagissent pour déclencher la violence. En outre, le financement nécessaire pour soutenir les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix dans la région est insuffisant. Enfin, le NPC manque de programmes de sensibilisation pour apaiser les tensions dans le corridor oriental par le biais de la diplomatie préventive.

Le Conseil régional pour la paix de la région de Savannah met en œuvre les plateformes de dialogue financées par le projet USAID/OTI-LRI « Engaging Youth for Peace », qui offre aux jeunes et aux autres responsables l'occasion de s'engager régulièrement sur de nombreuses questions cruciales dans la région. L'objectif essentiel est de combler le fossé de communication entre les groupes de jeunes et les responsables afin de renforcer la cohésion sociale. Par exemple, le RPC a identifié 62 groupes de jeunes (appelés groupes Ghetto ou Attaya) et a facilité les échanges entre eux et les dirigeants des assemblées métropolitaines, municipales et de district (MMDA). Les plateformes de dialogue sont bénéfiques pour les jeunes et les responsables pour discuter des questions pertinentes qui affectent leurs communautés. Ces plateformes ont permis de réduire les tensions en comblant le fossé de communication entre les groupes de jeunes à haut risque et les responsables. Le projet a été entrepris dans seulement deux districts (Bole et Sawla-Tuna-Kalba) sur les sept que compte la région. Mais les districts qui ont immédiatement besoin de cette intervention (plateforme de dialogue pour les groupes de jeunes à haut risque) sont Gonja Est (Salaga), Gonja Nord et Gonja Centre. Le Conseil régional pour la paix de la région de Savannah met également en œuvre un système d'alerte précoce et de réponse à la détection et à la prévention des conflits en collaboration avec WANEP-Ghana.

Coginta (UE) met également en œuvre un projet visant à dresser le profil des zones de conflit les plus sensibles en vue d'un engagement. Mais alors que sept districts comptent des zones sensibles notables, le projet n'a soutenu un engagement que dans trois d'entre eux (Gonja Nord, Gonja Centre et Sawla-Tuna-Kalba). Le RPC de la région de Savannah compte trois comités de paix locaux à Lingbinsi (district de Gonja Nord), Mpaha (Gonja Centre) et Kalba (Sawla-Tuna-Kalba). Le RPC met également en œuvre les sessions de dialogue du PNUD avec les communautés peules à Bole (une ville frontalière). Le projet a formé un comité local de paix composé de sept membres, parmi lesquels des Peuls et des membres des groupes minoritaires. Après la création du comité de paix, il était nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités en matière de médiation et d'autres mécanismes de résolution des conflits, ce qui, selon le RPC, n'a pas pu être réalisé en raison de problèmes de financement. Le projet AGREE a sélectionné des communautés pour des engagements similaires dans les districts de Sawla-Tuna-Kalba et Gonja Ouest. Bien que ces comités locaux de paix aient été créés dans les zones sensibles identifiées dans ces communautés, aucun suivi n'a été assuré. Un autre projet clé est la Fondation STAR Ghana (WANEP-Ghana), qui a établi deux comités de paix de district dans les districts de Gonja Nord et de Bole. Les comités devaient collaborer avec les chefs de district et les directeurs coordonnateurs.

En outre, le RPC a mis en place des comités de médiation interethniques en réponse aux affrontements réguliers entre Peuls et agriculteurs. Ces équipes de médiation comprennent des agents de vulgarisation agricole et des autorités traditionnelles. Jusqu'à présent, 12 comités (7 dans le district de Bole et 5 dans le district de Sawla-Tuna-Kalba) ont été créés. En collaboration avec le Centre d'études sur la transformation des conflits et la paix, le RPC a mis en œuvre un projet similaire dans le district de Gonja Ouest, soutenant 14 comités. En plus des comités de médiation, le RPC de la région de Savannah a entrepris des activités de plaidoyer sur la prévention des conflits, les droits de l'homme et la coexistence pacifique au sein des assemblées de district des districts de Sawla-Tuna-Kalba, Bole et Gonja Ouest.

Malgré les programmes ci-dessus, une lacune clé identifiée dans la programmation du RPC de la région de Savannah sur la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'alerte précoce et la médiation est le manque apparent de réponse appropriée aux stéréotypes inter et intra-ethniques et à la marginalisation des groupes minoritaires sur les discours de haine et les contre-discours négatifs (Gonja Nord, Sawla-Tuna-Kalba, Gonja Est-Salaga). En outre, les mécanismes de réponse du RPC face aux attaques de représailles (en particulier à Gonja Nord et Gonja Centre) sont faibles. La NPC n'a pas enquêté sur l'exploitation minière illégale en cours dans la région, et en conséquence, les habitants du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire migrent vers des zones telles que Bamboe, Tinga et Banda Nkwanta, ce qui, d'après les observations des agences de sécurité et des membres de la communauté, suscite la crainte de la présence d'extrémistes, de bandits et de groupes armés dans la région.

LE RPC DE LA RÉGION DE SAVANNAH A ENTREPRIS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER SUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS

MALHEUREUSEMENT, LE NPC N'A PAS PU INTERVENIR EN RAISON DE CONTRAINTES LOGISTIQUES ET FINANCIÈRES

Le Conseil régional pour la paix du Nord-Est met en œuvre un certain nombre de projets visant à inclure les Peuls dans la gouvernance, renforçant ainsi la cohésion sociale entre les Peuls et les autres groupes ethniques. Dans le cadre de ces projets, le RPC collabore avec les parties prenantes concernées, notamment les chefs locaux, les dirigeants Peuls, les assemblées de district, le Département de santé du Ghana, l'Autorité nationale d'identification et les bureaux nationaux d'assurance maladie dans les districts, afin de garantir que les groupes minoritaires accèdent aux prestations de services du gouvernement et participent davantage à toutes les structures de gouvernance. Ces interventions ont lieu dans le district de Mamprugu-Moagduri, la municipalité de Mamprusi Ouest et la municipalité de Mamprusi Est. Des tensions existent entre les Peuls et les agriculteurs locaux dans les communautés de Goriba, Zanwara, Nangrumba et Yikpabong dans le district de Mamprugu-Moagduri. Malheureusement, le NPC n'a pas pu intervenir en raison de contraintes logistiques et financières. La LRI a l'intention de lancer un projet sur l'inclusion et la médiation des Peuls. Le projet comprendra cinq communautés des municipalités de Mamprusi Est, Mamprugu-Moagduri et Mamprusi Ouest. Les communautés comprennent Kpasenkpe, Wungu, Kparugu, Goriba, Zanwara, Tantala, Kparigu et Amantin. Toutefois, ce projet ne couvre pas les deux communautés (Gyanga et Kurugu dans le district de Mamprusi Ouest) dans lesquelles des affrontements entre Peuls ont été signalés dans la région. Semblable aux autres RPC, le RPC du Nord-Est s'appuie sur les dispositifs d'alerte précoce du WANEP.

TEn collaboration avec Coginta, le RPC du Nord-Est a entrepris un dialogue et une médiation dans le cadre du projet NOR-PREVSEC dans certaines zones. Coginta met également en œuvre le projet Peace dans tous les districts de la région. Coginta a créé des comités de paix locaux pour soutenir le RPC dans ses efforts de médiation dans les districts de Chereponi, Mamprusi Ouest, Bunkpurugu Nakpanduri, Mamprugu Moagduri et Yuyo Nasoun, qui sont considérés comme des zones sensibles. Cependant, la municipalité de Mamprusi Est n'a pas de comité de paix, alors que c'est une zone sensible (il y a des conflits entre Konkomba et Bimoba dans le district de Yuyo Nanton, qui menacent la paix dans la région). Coginta a également formé les membres du conseil du RPC à la médiation. Le RPC du Nord-Est, en collaboration avec le PNUD, a mis en œuvre une activité en 2023 pour intervenir dans cinq communautés du district de Mamprusi Est. Les parties en conflit ont été réunies pour une intervention de médiation de deux jours. Un certain nombre de dialogues communautaires ont également été mis en œuvre dans le district de Yonyoo Nanson (tensions ethniques entre Konkomba et Bimomba et Konkomba et Chakosi). Les dialogues communautaires sont efficaces car ils permettent aux groupes ethniques concernés de s'ouvrir et de proposer des solutions.

Il est important de noter que le RPC était d'avis que les interventions dans la région du Nord-Est manquaient d'espaces de dialogue et de comités de médiation interethnique. Par rapport à d'autres régions, le RPC du Nord-Est bénéficie du moins de soutien en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de médiation, bien qu'il s'agisse d'une région critique avec divers groupes ethniques et un certain nombre de conflits potentiels liés à la chefferie, aux ressources et à la politique. Contrairement à d'autres régions, le soutien des donateurs n'a pas été très important.

Le Conseil régional pour la paix du Haut Ghana occidental est intervenu dans les conflits suivants : chefferie (Charia, Dorimon), foncier (Funsi, Koro, Guassie et Gudayiri), tensions religieuses intra-musulmanes d'imamat (Tumu) et ethniques (Koro). Elle participe également à des programmes de renforcement des capacités soutenus par Coginta pour établir des comités de paix à Charia, Kaleo et Wa-Est. Ces 3 districts sur 11 sont désormais soutenus par des comités de paix qui facilitent les médiations communautaires. Le WANEP intervient également pour soutenir le renforcement des capacités de médiation et les dispositifs d'alerte précoce. Il existe des dispositifs d'alerte précoce dans tous les districts. Il existe également un projet de sensibilisation au discours de haine financé par Coginta. Il est présent à Lambussie et Funsi. Les lacunes dans les projets sur l'extrémisme violent, la prévention des conflits, l'alerte précoce et la consolidation de la paix dans la région du Haut Ghana occidental comprennent des problèmes de sous-effectif, car il n'existe pas d'équipes de recherche pour entreprendre l'analyse des conflits. De plus, les interventions manquent de dialogue fort et d'actions de médiation.

Le Conseil régional pour la paix du Haut Ghana oriental. La région du Haut Ghana oriental est confrontée à un profil de conflit complexe, principalement motivé par la concurrence pour le pouvoir, les ressources et les problèmes d'identité, avec environ 55 conflits actifs et latents. Environ 70 % de ces conflits sont liés à des conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs, 25 % concernent des questions de chefferie et 5 % sont liés à l'identité ethnique. La proximité de la région avec le Burkina Faso et le Togo accroît sa vulnérabilité à l'extrémisme violent, comme en témoignent l'accueil de plus de 4 000 réfugiés dans diverses communautés et le risque accru de débordement des activités d'extrémisme violent au-delà de la frontière. En réponse à ces défis, diverses interventions et programmes ont été lancés, axés sur la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent. Le Conseil régional pour la paix, soutenu par des organisations comme l'USAID, le PNUD, Christian Relief Services, la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest, Coginta et diverses ambassades telles que celles du Danemark, de Norvège et d'Australie, s'est engagé dans de multiples initiatives. Il s'agit notamment d'organiser des séances de dialogue entre groupes ethniques et communautaires, de former à la couverture médiatique des conflits et de sensibiliser à la prévention de l'extrémisme violent. Les efforts en cours visent également à favoriser des relations communautaires positives, à renforcer la résilience des communautés aux conflits par la formation de comités de paix locaux et à résoudre des conflits spécifiques tels que le conflit ethnique des Bawku et le conflit de la chefferie des Bolga par le dialogue et les processus judiciaires. Ces efforts globaux visent à gérer les conflits, à réduire les tensions et à jeter les bases d'une paix à long terme dans la région.

PAR RAPPORT À D'AUTRES RÉGIONS, LE RPC DU NORD-EST BÉNÉFICIE DU MOINS DE SOUTIEN EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CONFLITS, DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE MÉDIATION, BIEN QU'IL S'AGISSE D'UNE RÉGION CRITIQUE AVEC DIVERS GROUPES ETHNIQUES ET UN CERTAIN NOMBRE DE CONFLITS POTENTIELS LIÉS À LA CHEFFERIE, AUX RESSOURCES ET À LA POLITIQUE

L'INITIATIVE RÉGIONALE DES PAYS DU LITTORAL (LRI)

Les programmes de la LRI sont principalement axés sur le nord du Ghana. Les programmes comprennent la prévention de l'extrémisme violent et la déradicalisation, la consolidation de la paix intercommunautaire et interethnique, les programmes d'inclusion des Peuls et les associations villageoises d'épargne et de crédit. Les programmes de la LRI sont financés par l'USAID par l'intermédiaire du Bureau des initiatives de transition (OTI). Les principaux objectifs de la LRI sont tout d'abord de responsabiliser les acteurs essentiels en renforçant la sensibilisation aux vulnérabilités des communautés à l'extrémisme violent et aux capacités à y faire face en utilisant des actions qui promeuvent la sensibilisation à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (PCVET) parmi les acteurs communautaires. Le deuxième objectif est de renforcer la cohésion sociale dans les communautés ciblées. Cela se fait en augmentant les engagements inter et intracommunautaires positifs et durables entre les groupes ciblés en conflit à travers des actions visant à promouvoir la résilience socio-économique, les relations et les réseaux. Les discussions avec le personnel de la LRI font écho aux objectifs ci-dessus, les participants indiquant que leur programme se concentre sur les tensions entre agriculteurs et éleveurs, les conflits fonciers et la réduction des tensions inter-musulmanes. Ces conflits sont fréquents dans les régions du nord du Ghana. Les problèmes liés à la gestion des ressources et l'influence des chefs et autres chefs de famille dans l'accès à la terre et la propriété foncière orientent la programmation de la LRI vers les problèmes fonciers et les relations interethniques. À cet égard, la LRI a renforcé les capacités des autorités traditionnelles en matière d'attribution et de gestion des terres. En outre, le travail de la LRI s'intéresse à « la réduction des vulnérabilités structurelles, notamment l'autonomisation des femmes et les questions liées au genre ». En outre, la situation sécuritaire au Togo et au Burkina Faso oriente également la programmation de la LRI vers la sensibilisation à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les communautés à risque afin de détecter les premiers signes avant-coureurs et de communiquer comme prévu. La réinstallation des Peuls du Burkina Faso vers certaines communautés frontalières, par exemple, a entraîné des tensions communautaires entre éleveurs et agriculteurs.

“ PENDANT DEUX ANS, LA LRI N'A PAS TRAVAILLÉ DANS LA RÉGION DU NORD-EST, NON PAS PARCE QUE NOUS NE COLLECTONS PAS SUFFISAMMENT D'INFORMATIONS, MAIS AVEC LE TEMPS, NOS DONNÉES NOUS ONT CONDUIT À CERTAINS MODÈLES DE CONFLIT DANS CERTAINES ZONES ”

Notre analyse montre que les activités de la LRI sont similaires dans les cinq régions, les projets utilisant une approche intégrative qui combine divers objectifs. Par conséquent, dans les domaines « où la LRI identifie des problèmes qui suscitent un intérêt ou une préoccupation, le personnel du projet développe des activités dans cette direction, qui recourent tous les domaines thématiques mis en évidence ». Comme l'a indiqué un répondant :

“ Pendant deux ans, la LRI n'a jamais travaillé dans la région du Nord-Est, non pas parce que nous ne collectons pas suffisamment d'informations, mais avec le temps, nos données nous ont conduit à certains modèles de conflit dans certaines zones. Nous allons donc maintenant examiner qui est présent dans cet espace, avec qui nous pouvons travailler pour essayer de répondre à certains de ces problèmes. Existe-t-il des organisations locales de base qui sont également présentes dans cet espace et qui sont également intéressées à travailler ou à s'associer pour co-crée des interventions visant à remédier à certaines de ces vulnérabilités communautaires ? ”

En termes de couverture spatiale, les travaux de la LRI dans la région nord se sont principalement déroulés dans les districts du corridor oriental, à l'exception de la région de Nanumba. La LRI travaille à Yendi, Saboba, Gushegu-Karaga et Chereponi, dans la région du Nord-Est. Dans le Nord-Est, la LRI a récemment signé un accord avec l'Assemblée du district de Chereponi et le Conseil régional pour la paix pour lancer un partenariat visant à résoudre les problèmes d'accès aux ressources, en particulier entre les Peuls et les autres groupes ethniques. Dans le district métropolitain de Tamale, la LRI travaille avec les chefs religieux pour renforcer les relations intra-musulmanes.

Dans la région de Savannah, le travail de la LRI s'est largement concentré sur le renforcement de la cohésion communautaire dans les assemblées de Gonja Ouest, Bole, Sawla-Tuna-Kalba, Gonja Nord et Gonja Nord-Est. L'accent est mis sur le renforcement de la cohésion communautaire en raison des conflits fréquents entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que des activités illégales telles que l'exploitation minière, la contrebande, le vol de bétail et les enlèvements intra-Peuls dans les districts de Sawla-Tuna-Kalba et Bole.

Dans la région du Haut Ghana occidental, la LRI est présente dans tous les districts, et bon nombre de ses activités sont concentrées à Wa. Dans la région du Haut Ghana occidental, contrairement aux autres régions, la LRI gère des interventions qui utilisent des structures au niveau local. Par exemple, le Conseil régional de sécurité et les MMDA ont travaillé en partenariat pour élaborer des règlements visant à remédier à certaines des injustices structurelles auxquelles sont confrontés les groupes minoritaires comme les Peuls.

LA LRI EST PRÉSENTE DANS 6 DES 15 ASSEMBLÉES DE LA RÉGION DU HAUT GHANA ORIENTAL ET SES INTERVENTIONS METTENT L'ACCENT SUR L'AMÉLIORATION DES RELATIONS INTER ET INTRA-PEULES DANS LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Dans la région du Haut Ghana occidental, l'intervention de la LRI se concentre sur les districts de Nandom et de Lambussie en raison de conflits interethniques et fonciers. En outre, le nombre croissant de réfugiés en provenance du Burkina Faso a nécessité l'extension des programmes de cohésion communautaire et de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme de la LRI à Sissala Est, Sissala Ouest et à d'autres communautés frontalières du district de Lambussie. Ces programmes comportent également des volets sur la sécurité des frontières en raison du nombre croissant de réfugiés en provenance du Burkina Faso et des activités commerciales transfrontalières illégales le long des communautés frontalières. Ces réfugiés souffrent de discrimination par peur d'être catalogués comme extrémistes violents.

Les activités de la LRI dans la région du Haut Ghana oriental se concentrent sur la cohésion et la stabilité communautaires, en réponse au conflit ethnique et de chefferie dans le district de Bawku Ouest. Un projet similaire est en cours dans les districts de Bongo, Kassena-Nankana Ouest, Talensi et Kassena-Nankana en raison de la marginalisation des populations peules et des attaques/violences de représailles. Des activités visant à promouvoir la sensibilisation à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme parmi les acteurs communautaires ont été mises en œuvre dans les communautés frontalières de Bawku Ouest, Kassena-Nankana Ouest et Kassena-Nankana Est. La LRI est présente dans 6 des 15 assemblées de la région du Haut Ghana oriental et ses interventions mettent l'accent sur l'amélioration des relations inter et intra-peules dans les communautés d'accueil.

En général, les programmes de la LRI dans le nord du Ghana couvrent tous les domaines d'intervention clés que sont la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'alerte précoce et la médiation. En matière de médiation, la LRI travaille dans les cinq régions du nord, à l'exception de la région du Nord-Est où la LRI a récemment commencé à intervenir auprès d'organisations locales pour mettre en place des mécanismes et des structures de médiation au niveau communautaire afin d'aider à faire face à certaines vulnérabilités de la communauté. Le partenariat avec les RPC est louable car il offre la possibilité d'utiliser les institutions existantes pour impliquer les acteurs locaux. De tels partenariats constituent une garantie de pérennisation des structures de médiation au niveau communautaire. Selon un répondant, la LRI a donné la priorité au fil du temps à la collaboration avec les dirigeants communautaires comme les chefs et les reines mères. Ceci est consolidé par « le renforcement de leurs capacités, de la résolution des conflits à la gestion des traumatismes, en utilisant diverses méthodologies et outils ». L'absence de structures de médiation pour intervenir dans les conflits dans certains foyers de conflit tels que Bunkpurugu, Nanumba et Mamprugu est préoccupante. Des structures de médiation sont nécessaires dans ces communautés pour :

“ offrir un forum où les gens peuvent se amener leurs problèmes pour les résoudre. J'ai le sentiment que certains de ces conflits sont sans cesse portés devant les tribunaux. Mais peut-être que les tribunaux ne sont pas le meilleur endroit pour résoudre certains de ces conflits qui sont basés sur la tradition et les coutumes, comme les questions de chefferie et les questions foncières. ”

Des plateformes de dialogue sont créées pour renforcer la cohésion communautaire et approfondir davantage l'engagement entre l'État (Conseils de sécurité de district/région) et les acteurs non étatiques (chefs Peuls et leaders traditionnels). Selon le personnel du projet interrogé, ces plateformes de dialogue ont été considérées comme efficaces pour établir/améliorer les relations entre les communautés Peuls et l'armée, la police, les agents forestiers et les conseils de sécurité de district/région pour discuter des problèmes de sécurité dans la région. Un répondant de la LRI a expliqué que les plateformes de dialogue ont donné lieu à des interventions de renforcement des capacités des chefs Peuls et non Peuls sur les lois et protocoles nationaux et internationaux régissant la propriété foncière, la transhumance et la gouvernance traditionnelle, ainsi qu'à des dialogues entre les chefs Peuls et non Peuls. Bien que ces plateformes de dialogue améliorent la communication entre agriculteurs et éleveurs pour promouvoir une coexistence pacifique, elles sont de nature éphémère et peuvent s'effondrer en raison de problèmes de financement et d'appropriation. L'absence d'espaces de dialogue soutenus risque d'éroder toutes les avancées réalisées en matière de cohésion sociale et de coexistence pacifique.

COGINTA

Les programmes de Coginta dans le nord du Ghana se concentrent sur la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme. Coginta a mis en œuvre un projet de deux ans financé par l'UE intitulé Prévention de la violence électorale et sécurisation des régions frontalières du nord du Ghana (NORPREVSEC), qui vise à prévenir la violence électorale, la violence contre les femmes et les filles, et à sécuriser les frontières nord contre la criminalité transfrontalière. Le projet NORPREVSEC est mis en œuvre avec des partenaires locaux (étatiques et non étatiques) et est divisé en trois parties.

La première partie est gérée par le NCCE et repose sur l'idée que le discours concernant l'extrémisme violent vient tout juste de commencer à apparaître dans certaines régions du Ghana et qu'il est donc nécessaire d'entreprendre des programmes de sensibilisation pour doter les citoyens de connaissances sur l'extrémisme violent et la radicalisation. C'est pourquoi le NCCE a pris en charge cette partie de l'éducation. La deuxième partie concerne le financement et la fourniture d'une assistance technique à : (i) trente organisations de la société civile (OSC) du nord du Ghana pour mener des activités liées à la consolidation de la paix et à la prévention de la violence ; et (ii) les cinq conseils régionaux pour la paix (RPC) du nord du Ghana. Coginta a soutenu les RPC en renforçant leurs capacités, en les formant à la prévention de l'extrémisme violent et aux modes alternatifs de résolution des conflits et leur a fourni un soutien logistique qui comprenait l'ameublement de leurs bureaux et la mise à leur disposition d'ordinateurs et de motos pour soutenir leur travail. Troisièmement, le programme cible les chefs et les autorités traditionnelles du nord du Ghana en leur fournissant des connaissances sur la Loi sur la chefferie en utilisant une version abrégée traduite en huit langues différentes. Ils ont également été formés aux modes alternatifs de résolution des conflits, à l'arbitrage, à la négociation et à la médiation et ont été exposés à la nouvelle Loi foncière. Les chefs et les autorités traditionnelles du nord du Ghana « sont également la source de la justice ». « Les chefs représentent un semblant de gouvernance dans de nombreuses régions du nord du Ghana où il n'existe pas de système judiciaire ». La formation de Coginta destinée aux chefs vise à renforcer leur capacité à gérer efficacement les conflits dans leurs communautés.

En rendant compte des nouveaux domaines de programmation de Coginta, les répondants ont indiqué que Coginta a un nouveau projet de 18 mois pour former les commandants de police régionaux et divisionnaires dans le nord du Ghana afin de renforcer leurs capacités en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. En outre, le projet vise à former des personnes pour qu'elles deviennent des points focaux pour la police de proximité et à les aider à se déployer, en particulier dans les zones sensibles et pour faire face à la prévention de l'extrémisme violent dans les zones frontalières. Le projet soutiendra également le Service de police du Ghana (GPS) dans le nord avec un ou deux commissariats et postes de police pour une intervention facile. Dans le cadre de ce nouveau projet, la police espagnole supervisera la formation des groupes de la société civile en matière de police de proximité. Le projet aide les communautés dépourvues de police ou de sécurité à renforcer leurs capacités en matière de police de proximité comme moyen de répondre aux problèmes de sécurité.

Les principales lacunes des projets de Coginta incluent le fait que les fonds disponibles peuvent être transférés à d'autres projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

L'analyse des conflits est également essentielle pour une programmation sensible aux conflits. Sans une analyse appropriée des conflits, les interventions ne produisent pas les résultats nécessaires. Il s'agit d'un domaine dans lequel les capacités des OSC locales peuvent être renforcées. Il existe de nombreuses OSC possédant une connaissance locale et réalisant un excellent travail, mais elles ont besoin de soutien et de financement pour renforcer leurs capacités. Par conséquent, les organisations donatrices internationales doivent trouver des moyens de soutenir les OSC locales en leur fournissant des fonds pour les aider à renforcer leurs capacités dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et de la consolidation de la paix en général.

LE PROJET SOUTIENDRA ÉGALEMENT LE SERVICE DE POLICE DU GHANA (GPS) DANS LE NORD AVEC UN OU DEUX COMMISSARIATS ET POSTES DE POLICE POUR UNE INTERVENTION FACILE

“ LE SLOGAN « SEE SOMETHING, SAY SOMETHING » (SI VOUS VOYEZ QUELQUE CHOSE, DITES-LE), EST APPRÉCIÉ, LES GENS DEVIENNENT TRÈS ATTENTIFS ”

.....

Une autre lacune majeure est que les projets sont étroitement axés sur la réponse aux menaces imminentes d'extrémisme violent en provenance du Burkina Faso et du Sahel, laissant de côté l'agenda du terrorisme intérieur. L'accent devrait être mis sur la localisation des zones sensibles qui ne sont pas directement liées aux zones frontalières et aux moyens de recrutement. Le répondant était d'avis que :

“ la priorité concernant les communautés frontalières est de les sensibiliser. Le message « See Something, Say Something » est apprécié et les gens qui deviennent très attentif. Cependant, toutes les régions frontalières ne sont pas des zones sensibles. Certaines zones ne sont pas proches des villes frontalières, mais présentent un potentiel de radicalisation. Ainsi, lorsque l'on met en avant l'agenda du terrorisme intérieur, on voit alors la nécessité de localiser les zones sensibles qui ne sont pas directement liés à la frontière ”.

Il devrait y avoir une formation ciblée de sensibilisation pour les populations locales comme les réparateurs de téléphones portables, les vendeurs d'alimentation, les chauffeurs et les membres de la communauté sur l'extrémisme violent et ses facteurs, car ils peuvent promouvoir indirectement les activités de l'extrémisme violent sans le savoir. Par exemple, les conducteurs peuvent transporter des organisations extrémistes violentes et leur équipement, comme des armes. Les éduquer contribuera à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent.

D'autres lacunes importantes incluent la faible capacité organisationnelle des OSC locales, qui entraîne une attention insuffisante portée aux femmes dans la consolidation de la paix, la faible implication des jeunes dans la consolidation de la paix et les activités de paix non liées au développement des moyens de subsistance. L'une des lacunes majeures identifiées est le fait que, bien que les systèmes traditionnels de gouvernance soient importants dans le nord du Ghana, ils sont négligés et ont de faibles capacités. Par exemple, le caractère à court terme de la formation des chefs en matière de MARC, en raison du coût qu'elle implique, ne leur a pas permis de jouer un rôle de médiateur et de résoudre les conflits.

Enfin, le système judiciaire est exclu du travail de paix et de sécurité dans le nord du Ghana. Les personnes interrogées estiment qu'il est nécessaire de cibler les juges des tribunaux afin de les sensibiliser aux dangers de l'extrémisme violent et de la radicalisation. Par exemple, « au tribunal de Tamale, un groupe de criminels a été relaxé parce que le juge a déclaré qu'ils étaient des ferrailleurs, alors que les enquêtes ont révélé qu'ils transportaient des AK-47 vers les zones de conflit à Bawku. »

BIEN QUE LES SYSTÈMES TRADITIONNELS DE GOUVERNANCE SOIENT IMPORTANTS DANS LE NORD DU GHANA, ILS SONT TOUT DE MÊME NÉGLIGÉS ET ONT DE FAIBLES CAPACITÉS. CECI EST IDENTIFIÉ COMME UNE LACUNE MAJEURE

RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX AU GHANA (WANEP-GHANA)

Actuellement, WANEP-Ghana gère six programmes avec différentes sources de financement. Ces projets comportent des volets axés sur tous les domaines de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix, des processus et structures d'alerte précoce et de médiation. Toutefois, certaines lacunes ont été identifiées dans la programmation. Ces lacunes sont répertoriées comme suit :

- Faible capacité des dispositifs d'alerte précoce des communautés.
- Faible réponse des acteurs étatiques concernés aux premiers signaux d'alerte partagés.
- Soutien insuffisant de l'État pour renforcer et soutenir les éléments interdépendants de l'infrastructure d'alerte précoce.
- Faible capacité des comités de paix à mener à bien une médiation. En outre, ces comités ne sont pas présents dans de nombreux foyers de conflit de la région. Les programmes existants ne sont pas maintenus en raison de la dépendance au financement extérieur.

TABLEAU 2 : PROGRAMMES, AXES D'INTERVENTION ET SOURCES DE FINANCEMENT DU WANEP

Projet	Objectifs de l'intervention	Organisme de financement
Projet de surveillance, d'analyse et d'atténuation de la violence électorale (E-MAM)	Promouvoir des élections pacifiques et régler les problèmes liés aux élections. Comités de dialogue inter-partis jeunesse.	UE/GIZ
NORPREVSEC (Coginta)	Alerte précoce et réponse. Soutenir le Conseil national pour la paix dans la formation de comités de paix.	UE
Trust to Peace (La confiance pour la paix)	Renforcer la cohésion communautaire et la résilience face aux conflits et à l'extrémisme violent. Soutenir le Conseil national pour la paix dans la formation de comités de paix.	CARE International
Gouvernance agricole, résilience et autonomisation économique (AGREE)	Renforcer la voix et le plaidoyer de la société civile dans la gouvernance agricole. Renforcer les capacités en partenariat avec le NPC et former des observateurs pour les systèmes d'alerte précoce et de réponse. En utilisant la navette diplomatique et le dialogue. Renforcer les capacités des différents acteurs.	USAID
Frontiers of Democratic Culture and Peace in Ghana (Frontières de la culture démocratique et de la paix au Ghana)	Renforcer la culture démocratique au sein de la société ghanéenne en renforçant les capacités de divers acteurs - agences gouvernementales locales, femmes et jeunes.	Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni par l'intermédiaire de la Fondation STAR Ghana
Sustainable and Empowering Peace Project (Projet de paix durable et responsabilisante)	Renforcer la résilience communautaire et les infrastructures pour faire face aux conflits découlant de l'agropastoralisme lié au climat.	Agence danoise de développement international par l'intermédiaire d'Oxfam
Youth Capacity Building (Renforcement des capacités des jeunes)	Mettre en place des programmes pour la jeunesse afin de renforcer les capacités des jeunes.	Département d'État américain par l'intermédiaire de Partners Global
Community Cohesion and PCVET project (Projet de cohésion communautaire et PCVET)	Construire la cohésion dans les communautés à risque.	Projet de corridor atlantique du PNUD

TABEAU 3 : BUDGETS POUR LES DIFFÉRENTS PROJETS

Projet	Budgets	Durée
Projet de prévention de l'extrémisme violent par la responsabilité sociale au Ghana (PoVETSA)	250 000 € – Ambassade des Pays-Bas	2022
PoVETSA II	250 000 €	2023
Programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans le corridor atlantique	27,9 millions USD – PNUD-Ghana	2021-2027
Le programme « Mining for Peace » dans la région de Savannah.	880 000 USD – Haut-commissariat australien	2022-2024
Projet de cohésion sociale dans les régions du nord du golfe de Guinée	450 millions USD – Banque mondiale	2022-2027
Interventions du programme de l'USAID pour accroître la stabilité et renforcer la résilience dans la région côtière de l'Afrique de l'Ouest	<p>La demande de budget du président pour l'exercice 2023 pour le département d'État et l'USAID s'élève à 60,4 milliards USD, dont 29,4 milliards USD pour les comptes entièrement et partiellement gérés par l'USAID, soit 1,7 milliard USD (6 %) de plus que la demande pour l'exercice 2022.</p> <p>100 millions USD pour soutenir l'Initiative de lutte contre la corruption mise en œuvre par l'USAID.</p> <p>2,6 milliards USD pour les comptes entièrement ou partiellement gérés par l'USAID dans le cadre du financement de l'aide étrangère pour les programmes de démocratie, de droits de l'homme et de gouvernance.</p> <p>2,6 milliards USD – pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur l'équité et l'égalité des sexes.</p> <p>47,6 millions USD pour autonomiser les organisations locales par le biais de programmes.</p>	
Renforcement de la paix et de la stabilité régionales en Afrique de l'Ouest (SRPS)	17 millions USD – USAID	2023-2028
Renforcement des capacités de consolidation de la paix et de résolution des conflits (communautés, journalistes, jeunes, forces de sécurité)		2023
Communities in Action for Peace and Inclusion (communautés en action pour la paix et le développement)	1 million USD – USAID	2024

Projet	Budgets	Durée
Projet Prévention et lutte contre l'extrémisme violent (PCVE) de la Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE)	68 318 151 GH - UE	2022-2024
NORPREVSEC (Coginta)	2 millions € - UE	Septembre 2021 - Janvier 2024
Fonds de résilience de l'ambassadeur	Ambassade des États-Unis au Togo : Montant total disponible : 100 000 USD Montant maximal du financement par projet : 20 000 USD Ambassade des États-Unis au Ghana : 10 000 à 100 000 USD par financement	2023 - 2024
Programmation radiophonique en langue peule de Voice of America (VoA)	257 millions USD – USAID	2021

4

LACUNES IDENTIFIÉES DANS LES CADRES PROGRAMMATIQUES ET POLITIQUES

Une analyse critique des cadres programmatiques et politiques en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce et de mécanismes et structures de médiation au Ghana et dans ses zones frontalières révèle que beaucoup est fait pour prévenir les conflits, construire la paix et prévenir l'extrémisme violent. Les groupes de donateurs, les OSC/ONG et les structures gouvernementales comme les RPC et les NPC disposent de mécanismes pour gérer les conflits aux niveaux régional et local. Il est important de noter que les programmes d'intervention et les cadres politiques utilisés par les organismes donateurs, les OSC/ONG et diverses structures aux niveaux régional et de district ont été très utiles pour aider à maintenir la paix et à prévenir les conflits. L'une des observations clés est que de nombreuses interventions ont toujours abordé la question plus large de l'extrémisme violent et ont contribué à mettre en place des campagnes de sensibilisation, même si des lacunes subsistent dans ce domaine. Il est également important de noter que nombre d'entre eux ont abordé le thème de la cohésion sociale, qui couvre de nombreuses questions, notamment la cohésion entre les groupes minoritaires comme les Peuls et d'autres groupes ethniques. Cela a contribué à maintenir un certain niveau de cohésion sociale entre les communautés Peuls et non Peuls. Ceci est important en raison des violences fréquentes qui se produisent entre les communautés locales et les Peuls et du danger d'isolement des Peuls, ce qui les pousse à rejoindre des groupes extrémistes violents au Sahel.

Toutefois, des lacunes importantes subsistent dans les activités entreprises par les OSC/ONG, les organisations donatrices et les structures gouvernementales. L'une des principales lacunes concerne le problème de coordination. Un certain nombre d'activités sont entreprises, mais bon nombre d'entre elles ne sont pas coordonnées, ce qui conduit à une duplication et à une répétition des programmes et des projets. Par exemple, les RPC entreprennent un certain nombre de programmes de mise en œuvre de donateurs et d'OSC/ONG. Ils mettent en œuvre ces programmes sur un site ou un autre. Parfois, les programmes fonctionnent en parallèle. À d'autres moments, ces programmes semblent similaires. Il n'y a aucune coordination de leurs activités. Il est nécessaire de coordonner ces programmes afin d'obtenir les résultats les plus efficaces. Cela peut être fait par les RPC ou les OSC. La duplication des programmes ne conduit pas aux résultats escomptés et n'entraîne pas la coopération des communautés locales qui bénéficient de ces programmes.

Les interventions de médiation, contrairement à la prévention des conflits, aux systèmes d'alerte précoce et à la consolidation de la paix, ne sont pas très bien couvertes. Peu d'organisations, notamment au niveau communautaire et au niveau du district, se concentrent beaucoup sur la médiation en tant que stratégie. Il est nécessaire de renforcer les capacités des principaux acteurs en tant que médiateurs, ce qui nécessite une formation spécialisée. Pour garantir que les problèmes soient traités au sein des communautés, il existe des comités de médiation intercommunautaires pour résoudre les conflits et former les membres de la communauté aux compétences de médiation. À l'exception des efforts déployés dans certaines régions par l'USAID/LRI, peu de communautés disposent de comités de médiation et de compétences en matière de médiation. Il semble y avoir un manque de structures de médiation au niveau du district, qui pourraient facilement aider à résoudre les problèmes qui surviennent. Au lieu d'approches ascendantes pour résoudre les conflits, émanant de la communauté, de nombreuses interventions semblent être des approches descendantes.

Une autre lacune majeure identifiée est que le niveau du district manque de structures adéquates pour gérer les conflits. Plusieurs organisations tentent de mettre en place des comités de paix et des structures de médiation, mais cela ne suffit pas. Il existe de nombreuses structures au niveau du district qui ne sont pas suffisamment adaptées pour gérer de nombreux conflits en raison de problèmes de capacité. L'harmonisation de tous les programmes et politiques des donateurs sera utile pour gérer les conflits. Avant de procéder à des interventions, il est toujours préférable de procéder à une analyse complète du conflit. Cependant, cela semble manquer dans la programmation et les cadres de nombreuses organisations. Entreprendre une analyse des conflits contribuera à apporter des réponses plus rapides aux conflits. Alors qu'au niveau des districts et des régions, les responsables gouvernementaux s'intéressent vivement aux questions de prévention des conflits, en particulier à la lutte contre l'extrémisme violent, l'attitude des hauts responsables gouvernementaux au niveau national semble peu enthousiaste. Les responsables nationaux ne semblent pas vraiment intéressés par un traitement global du problème de l'extrémisme violent, de la médiation et de la consolidation de la paix. Ils considèrent que les efforts déployés pour lutter contre l'extrémisme violent sont exagérés. Ils ne se préoccupent pas vraiment des problèmes clés, notamment du recrutement dans les groupes extrémistes violents et de la nécessité de s'attaquer à la racine du problème. Leur réponse s'est concentrée uniquement sur la sécurité plutôt que de s'attaquer à ce problème systémique de manière globale. C'est assez problématique.

L'UNE DES PRINCIPALES LACUNES CONCERNE LE PROBLÈME DE COORDINATION. UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIVITÉS SONT ENTREPRISES, MAIS BON NOMBRE D'ENTRE ELLES NE SONT PAS COORDONNÉES, CE QUI CONDUIT À UNE DUPLICATION ET À UNE RÉPÉTITION DES PROGRAMMES ET DES PROJETS

L'ÉTUDE VISAIT À ÉVALUER LES LACUNES, LES BESOINS ET LES DÉFIS DANS LES CADRES PROGRAMMATIQUES ET POLITIQUES DES OSC, DES ORGANISMES DONATEURS ET DES STRUCTURES GOUVERNEMENTALES (NPC/RPC) EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CONFLITS, DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET DE STRUCTURES DE MÉDIATION DANS LE NORD DU GHANA ET SES ZONES FRONTALIÈRES. L'ÉTUDE A UTILISÉ UNE APPROCHE QUALITATIVE COMPRENANT L'ANALYSE DE DOCUMENTS PROVENANT D'INTERVENTIONS CLÉS RÉALISÉES PAR DES ORGANISMES DONATEURS, DES OSC/ONG, DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DES ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES. L'ÉTUDE A ÉGALEMENT UTILISÉ DES ENTRETIENS AVEC DES PERSONNES CLÉS D'ORGANISATIONS TELLES QUE GIZ, COGINTA, USAID/LRI, LA DÉLÉGATION DE L'UE AU GHANA, WANEP-GHANA ET LES CINQ RPC DU NORD DU GHANA.

L'étude a révélé qu'un certain nombre d'interventions sont menées en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix, d'alerte précoce et de prévention de l'extrémisme violent. Ces interventions sont réparties dans de nombreux secteurs du nord du Ghana. En termes de prévention des conflits, un certain nombre de mesures telles que l'éducation à la paix, la création de comités de paix et la sensibilisation à la prévention de l'extrémisme violent sont utilisées. Dans le domaine des activités de consolidation de la paix, les RPC et les comités consultatifs régionaux ont engagé les parties impliquées dans des conflits dans des activités de médiation visant à consolider la paix. Ils mettent en œuvre des projets financés par des donateurs au niveau du district et au niveau local. En matière d'alerte précoce, le WANEP, en collaboration avec les RPC, a entrepris un certain nombre d'interventions visant à garantir la mise en place de systèmes d'alerte précoce. Ils identifient les conflits potentiels et recommandent aux autorités compétentes d'apporter la réponse nécessaire pour éviter une escalade. Certaines missions diplomatiques, comme l'ambassade des Pays-Bas au Ghana, mènent également des activités d'alerte précoce.

Bien que l'étude identifie le fait qu'un certain nombre d'interventions, notamment en matière de prévention de l'extrémisme violent, fonctionnent et que des progrès sont réalisés dans l'éducation des populations et la sensibilisation à la gestion de l'extrémisme violent, des lacunes et des besoins importants subsistent. L'une des lacunes est le manque de coordination, où les agences entreprennent un certain nombre de programmes sans coordination adéquate. En raison d'une mauvaise coordination des interventions dans le nord du Ghana, certaines activités sont dupliquées. Le manque de coordination rend difficile la recherche de solutions globales aux conflits. Il est nécessaire de résoudre ces problèmes. L'étude a également révélé qu'au-delà des contraintes financières, le besoin de fonds d'urgence est important pour répondre aux conflits dans le nord du Ghana. En outre, il est nécessaire de garantir l'engagement approprié des parties prenantes au niveau national dans la programmation et les interventions aux niveaux du district et de la région. Alors que les RPC, les assemblées de district et les agences comme le NCCE s'efforcent de créer des réseaux avec les agences donatrices et les OSC/ONG pour consolider la paix, un certain nombre d'acteurs nationaux de haut niveau, en particulier les ministères de la sécurité et les principales agences gouvernementales, ne semblent pas intéressés. Il semble y avoir un décalage entre ce qui est fait au niveau local et les efforts au niveau national, notamment en matière de prévention des conflits et de lutte contre l'extrémisme violent. Une harmonisation adéquate des activités des organismes donateurs de financement en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et d'extrémisme violent est essentielle pour garantir la paix et prévenir les conflits et l'extrémisme violent.

EN TERMES DE PRÉVENTION DES CONFLITS, UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES TELLES QUE L'ÉDUCATION À LA PAIX, LA CRÉATION DE COMITÉS DE PAIX ET LA SENSIBILISATION À LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT SONT UTILISÉES

RECOMMANDATIONS

Sur la base des avis et des analyses, nous recommandons ce qui suit :

DONATEURS/OSC

Les recommandations suivantes sont adressées aux donateurs et aux OSC :

- 1. Faire face au manque de coordination.** Le manque de coordination peut être comblé en fournissant un soutien technique aux RPC et aux OSC/ONG pour harmoniser la consolidation de la paix, l'alerte précoce et les activités visant à traiter les problèmes d'extrémisme violent. L'harmonisation des activités de consolidation de la paix doit inclure les ministères, les NPC, les RPC, les OSC/ONG et les groupes de donateurs afin d'éviter la duplication des projets et de garantir des résultats réels des projets de consolidation de la paix.
- 2. Recours à des mécanismes de financement d'urgence.** Il est nécessaire de combler le déficit de financement. Cela peut être résolu en mettant en place des possibilités de financement d'urgence qui fournissent des lignes budgétaires flexibles au niveau des projets/programmes pour les programmes qui répondent aux situations d'urgence. Cela ne devrait pas permettre le détournement de fonds ni la corruption, mais offrir l'occasion de relever les défis liés à la réponse aux situations d'urgence qui surviennent dans le cadre de la consolidation de la paix et de la prévention de l'extrémisme violent. Le déficit de financement peut également être comblé par les donateurs et l'UE en coordonnant la création d'un fonds national dédié à la consolidation de la paix, indépendant du contrôle de l'État.
- 3. Mettre l'accent sur les systèmes et mécanismes d'alerte précoce et de réponse.** Les financements futurs devraient être consacrés aux systèmes et mécanismes d'alerte précoce et de réponse qui consisteront à signaler et à détecter les plaintes interethniques précoces, la mobilisation des armes, l'adhésion des jeunes aux organisations extrémistes violentes et d'autres problèmes. Les conseils consultatifs de district pour la paix et les structures de médiation au niveau local peuvent assumer ces rôles. Cela peut être réalisé en utilisant une plateforme commune de reporting utilisant la technologie mobile pour accélérer le flux d'informations.

NPC/RPC

Les recommandations suivantes sont faites pour les NPC/RPC :

- 1. Mise en place d'un comité de pilotage.** Il est important de permettre un engagement de haut niveau avec les principales parties prenantes, en particulier au niveau national, dans la mise en œuvre des programmes de paix. Cela peut se faire en créant un comité de pilotage pour l'application de la loi et de la stratégie de consolidation de la paix. L'UE, le WANEP et le Conseil national pour la paix pourraient s'engager auprès des ministères et agences responsables de la défense, de la sécurité et de l'intérieur pour s'assurer qu'ils participent tous aux programmes et interventions visant à lutter contre l'extrémisme violent, à prévenir les conflits, à consolider la paix et à assurer la médiation.
- 2. Renforcer les structures existantes et en créer de nouvelles.** Il est nécessaire d'aider à créer des comités de paix au niveau local. Ils incluraient le recours aux systèmes locaux pour répondre aux conflits et donner aux chefs, aux autorités traditionnelles, aux groupes de femmes et aux groupes de jeunes les moyens de devenir des parties intégrantes de la consolidation de la paix. Là où il n'existe pas de structures, de nouveaux comités de paix doivent être créés et, là où ils existent, il faut renforcer les comités de paix existants. Ces comités de paix doivent être interethniques, multidimensionnels et multifformes, impliquant des personnes de tous les sexes, de toutes les ethnies et de tous les âges pour garantir une approche globale de la gestion des conflits. Les comités de paix déjà mis en place fonctionnent, mais ils ne sont pas assez impliqués. Certains comités de paix ne se soucient pas de la diversité ethnique. Par conséquent, impliquer des personnes d'autres groupes ethniques contribuera à gérer efficacement les conflits. Le financement devrait donc se concentrer sur la création de structures de médiation ascendantes.
- 3. Utilisation des approches et des connaissances locales dans le traitement de l'extrémisme violent.** Le NPC et les ONG locales devraient utiliser des approches locales, qui sont très importantes pour lutter contre l'extrémisme violent. Les populations locales devraient être impliquées dans des campagnes de sensibilisation et d'éducation locales utilisant les connaissances et les approches locales. Cela peut être réalisé en élaborant des stratégies locales contre l'extrémisme violent gérées par les conseils traditionnels et les autorités locales.
- 4. Mise en place de plateformes de dialogue au niveau local.** Il est nécessaire de mettre en place des plateformes de dialogue pour assurer une paix continue et des systèmes capables de faire face à l'extrémisme violent et de construire une paix communautaire durable. Au niveau local, il est nécessaire de créer des plateformes de dialogue où les citoyens sont autorisés à exprimer leurs points de vue et à dialoguer afin de gérer les conflits et les griefs. Ces plateformes de dialogue peuvent être gérées par les RPC et les OSC locales avec le financement des groupes donateurs et des ministères. Les organismes donateurs devraient donc se concentrer sur les programmes et les cadres de dialogue au niveau communautaire.

REFERENCES

- Agyekum, H. A. (2021). Monkeys play by sizes: the reconstruction of military hierarchy in Ghana's armed forces. *Africa*, Volume 91(Issue 5), 874-892.
- Anamzoya, A. S. (2016). *Managing chieftaincy and ethnic conflicts in Ghana*. Accra: Woeli publishing.
- [Aubyn, F. K. \(2021\). The Risk of Violent Extremism and Terrorism in the Coastal States of West Africa: Assessing Ghana's vulnerabilities, resilience and responses. *Conflict Trends*, 2021\(3\), 14-21.](#)
- [Bob-Milliar, G. M. & Paller, J. W. \(2018\). Democratic Ruptures and Electoral Outcomes in Africa: Ghana's 2016 Election. *Africa Spectrum*, 53, 5-35.](#)
- Bukari, K. (2022). Violent farmer–herder conflicts in Ghana: constellation of actors, citizenship contestations, land access and politics. *Canadian Journal of African Studies*, 57(1), 115-137.
- [Bukari, K. N., Bukari, S., Sow, P. & Scheffran, J. \(2020\). Diversity and Multiple Drivers of Pastoral Fulani Migration to Ghana. *Nomadic Peoples*, 24\(1\), 4-31.](#)
- Bukari, K. N., Sow, P., & Scheffran, J. (2019). Real or Hyped? Linkages Between Environmental/Climate Change and Conflicts – The Case of Farmers and Fulani Pastoralists in Ghana. In M. Behnassi, G. Himangana, & O. Pollmann (Eds.), *Human and Environmental Security in the Era of Global Risks*. (pp. 161-185). Springer.
- [Bukari, K. N. & Guuroh, R. T. \(2013\). Civil Society Organizations \(CSOs\) and Peacebuilding in the Bawku Traditional Area of Ghana: Failure or Success? *Research on Humanities and Social Sciences*, 3\(6\), 31-41.](#)
- [Chin, M., Gharaibeh, S., Woodham, J. & Deeb, G. \(2016\). A National Strategic Framework for Countering Violent Extremism in Jordan. *Journal of International Affairs*, 69\(2\), 115-134.](#)
- [Eze, C. B. & Frimpong, O. B. \(2020\). Contributions of Early Warning to the African Peace and Security Architecture: The Experience of the West Africa Network for Peacebuilding \(WANEP\). In T. McNamee & M. Muyangwa \(Eds\). *The State of Peacebuilding in Africa: Lessons Learned for Policymakers and Practitioners*. \(pp. 181-194\). Springer International Publishing.](#)
- [Ghana News Agency. \(2023\). Over 4,000 Burkinabes seek asylum in Bawku West District.](#)
- [Gyimah-Boadi, E. \(2004\). *Democratic reform in Africa: The Quality of Progress*. Lynne Rienner Pub. \(5-27\).](#)
- [Institute for Economics and Peace. \(2023\). *Global Terrorism Index 2023*. Sydney: IEP.](#)
- [Issifu, A. K. \(2017\). Role of Civil Society Organizations in Conflict Resolution and Peacebuilding in Ghana. *Journal of interdisciplinary conflict science*, 3\(1\), 1.](#)
- [Issifu, A. K. \(2016\). Corporate Responsibility in Peace building. *Conflict Prevention and Development: The Role of the Mining Sector in Ghana. Journal of Interdisciplinary Conflict Science*, 2\(2\), 2](#)
- [Kendie, S. B., Bukari, K. N., Appiah-Boateng, S. & Osei-Kufuor, P. \(2023\). Social Network Dynamics of Fulbe Communities in Northern Ghana. USAID/LRI.](#)
- [Kendie, S. B., Osei-Kufuor, P. & Boakye, K. A. \(2014\). *Mapping Conflicts in Ghana*. Accra: National Peace Council, \(2014\).](#)
- [Konrad-Adenauer-Stiftung. \(2022\). *The jihadist threat in Northern Ghana and Togo: Stocktaking and prospects for containing the expansion*. Bonn: Konrad-Adenauer-Stiftung.](#)
- [Kotia, E.W. & Aubyn, F. K. \(2013\). *Building National Infrastructures for Peace in Africa: Understanding the Role of the National Peace Council in Ghana*. Kennesaw State University, GA.](#)
- [Midodzi, P. F. \(2013\). *Assessing the effectiveness of the alternative dispute resolution mechanism in the Alavanyo-Nkonya conflict in the Volta region of Ghana*. \(Doctoral dissertation, University of Cape Coast\).](#)
- [Nolan-Haley, J. \(2015\). *Mediation and Access to Justice in Africa: Perspectives from Ghana*. *Harvard Negotiation Law Review* 21, 59.](#)
- [Oloo, A. \(2010\). *Capacity Building and Training for Peace Operations and Conflict Resolution in East Africa*. Briefing No 17, June 2010. Department of Political Science and Public Administration.](#)
- [Onuoha, F. C. \(2014\). *Why Do Youth Join Boko Haram?* US Institute of Peace.](#)
- [Osei-Kufuor, P. & Bukari, K. N. \(2022\). *Civil society organisations, conflict prevention and peacebuilding in northern Ghana*. *Oguuaa Journal of Social Sciences*, 10\(1\), 1-17.](#)
- [Owusu Nsiah, I. \(2020a\). Ghana's 2016 Elections: An Overview of Selected Relevant Background Themes. *Journal of African Elections*, 19, 112-135.](#)
- [Prah, P. K. W. & Chanimbe, T. \(2021\). Ghana's Readiness to Combat Terrorism: Strategies of Security Institutions. *The International Journal of Intelligence, Security, and Public Affairs*, 23\(3\), 367-399.](#)
- [Rein, C. \(2015\). *Enhancing Peace and Security in Africa through Institutional Cooperation*. *Contemporary Security Policy*, 36\(2\), 267-295.](#)
- [Slade Shantz, A. F., Kistruck, G. M., Pacheco, D. F. & Webb, J. W. \(2020\). How Formal and Informal Hierarchies Shape Conflict Within Cooperatives: A Field Experiment in Ghana. *Academy of Management Journal*, 63\(2\), 503-529.](#)
- [UNDP. \(2022\). *Peace and Development Analysis in Ghana: Policy Brief*. Accra: UNDP.](#)
- [UNDP. \(2023\). *Journey to extremism in Africa: Pathways to Recruitment and Disengagement*. New York: UNDP.](#)
- [UNDP. \(2023\). *Vulnerability Assessment on the Threats of Violent Extremism and Radicalisation in Northern Regions of Ghana*. Accra: UNDP.](#)

À PROPOS DES AUTEURS

Dr. Sabina Appiah-Boateng (Chercheur au Département d'études sur la paix, École d'études sur le développement, Université de Cape Coast, Ghana)

Dr. Patrick Osei-Kufuor (Chercheur principal au Département d'études sur la paix, École d'études sur le développement, Université de Cape Coast, Ghana)

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

Mise en page : Studio Ctrl A

© photo : Adobestock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

